

# RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE

DE L'EXERCICE 2012 AUX ACTIONNAIRES

## UN MONDE DE POSSIBILITÉS

CANACCORD Financière



## Financière Canaccord Inc. annonce ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2012

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)<sup>1</sup>

**VANCOUVER, le 3 août 2011** – Financière Canaccord Inc. (TSX : CF, AIM : CF.) a généré des produits des activités ordinaires de 159,8 millions \$ et un résultat net de 13,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2012 clos le 30 juin 2011. Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et le résultat net pour le premier trimestre a augmenté de 154 % par rapport au résultat net de 5,2 millions \$ enregistré au premier trimestre de l'exercice 2011. Le résultat par action ordinaire (RPA) dilué pour le T1/12 a été de 0,16 \$, comparativement à 0,07 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le résultat net s'est établi à 14,1 millions \$, légèrement en baisse par rapport à 14,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et le RPA s'est fixé à 0,17 % comparativement à 0,19 \$.

«Nos initiatives axées sur la croissance nous amènent d'excellentes possibilités, et, à notre avis, nous sommes très bien positionnés en vue d'une éventuelle reprise du marché. Notre partenariat avec BGF Equities qui a récemment été annoncé accroîtra considérablement nos capacités de distribution grâce à des autorisations de négocier sur les Bourses de l'Australie et de Hong Kong et procurera également à Canaccord un meilleur accès au florissant marché des ressources en Australie, a affirmé Paul Reynolds, président et chef de la direction de Financière Canaccord Inc. Il n'en demeure pas moins que la conjoncture de marché difficile qui a prévalu tout au long du premier trimestre a pesé sur les volumes de négociation et poussé la volatilité du marché à la hausse, ce qui a eu une incidence sur l'activité des clients dans certains de nos secteurs clés.»

### PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

- Produits des activités ordinaires de 159,8 millions \$, en hausse de 5 %, ou 7,9 millions \$, par rapport à 151,9 millions \$
- Charges de 144,0 millions \$, en baisse de 0,3 million \$, en regard de 144,3 millions \$
- Résultat net de 13,2 millions \$, en hausse de 154 %, ou 8,0 millions \$, comparativement à 5,2 millions \$
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) de 7,0 %, en hausse comparativement à 3,9 %<sup>2,3</sup>
- RPA dilué de 0,16 \$, contre 0,07 \$

### Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions<sup>2,4</sup>

- Charges de 143,1 millions \$, en hausse de 8 %, ou 11,2 millions \$, en regard de 131,9 millions \$
- Résultat net de 14,1 millions \$, en baisse de 1 %, ou 0,1 million \$, comparativement à 14,2 millions \$
- RCP de 7,3 %, en baisse comparativement à 10,5 %<sup>2,3</sup>
- RPA dilué de 0,17 \$, contre 0,19 \$

### Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du premier trimestre	1	États de la situation financière consolidés intermédiaires non audités	27	États des variations des capitaux propres consolidés intermédiaires non audités	29
Lettre aux actionnaires	5	Comptes de résultat consolidés intermédiaires non audités	28	Tableaux des flux de trésorerie consolidés intermédiaires non audités	30
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés intermédiaires non audités	28	Notes des états financiers consolidés intermédiaires non audités	31

## **PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011**

- Produits de 159,8 millions \$, en baisse de 35 %, ou 87,8 millions \$, par rapport à 247,6 millions \$
- Charges de 144,0 millions \$, en baisse de 24 %, ou 45,3 millions \$, en regard de 189,3 millions \$
- Résultat net de 13,2 millions \$, en baisse de 68 %, ou 28,1 millions \$, comparativement à 41,3 millions \$
- RCP de 7,0 %, en baisse comparativement à 22,6 %<sup>2,3</sup>
- RPA dilué de 0,16 \$ comparativement à 0,49 \$ au quatrième trimestre de 2011

### **Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions<sup>2,4</sup>**

- Charges de 143,1 millions \$, en baisse de 24 %, ou 45,2 millions \$, en regard de 188,3 millions \$
- Résultat net de 14,1 millions \$, en baisse de 67 %, ou 28,2 millions \$, comparativement à 42,3 millions \$
- RCP de 7,3 %, en baisse comparativement à 22,6 %<sup>2,3</sup>
- RPA dilué de 0,17 \$ comparativement à 0,50 \$ au quatrième trimestre de 2011

## **SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE DE 2012 COMPARATIVEMENT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2011**

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 710,7 millions \$, en hausse de 140,7 millions \$ par rapport à 570,0 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 174,4 millions \$, passant de 311,6 millions \$ à 486,0 millions \$
- Total des capitaux propres de 848,2 millions \$, en hausse de 177,2 millions \$ par rapport à 671,0 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,71 \$ à la fin de la période, en hausse de 11 %, ou 0,85 \$, en regard de 7,86 \$<sup>2</sup>
- Le 3 août 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 26 août 2011.
- Le 3 août 2011, la Société a également déclaré un dividende en espèces initial de 0,37295 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 16 septembre 2011.

## **SOMMAIRE DES ACTIVITÉS**

### **Non sectoriel et autres**

- Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications aux statuts de la Société, autorisant l'émission d'actions privilégiées.
- Le 6 juin 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé l'émission d'actions privilégiées de série A à taux rajustable au prix de à 25,00 \$ l'action afin de mobiliser des capitaux destinés aux fins générales de l'entreprise.
  - Le 23 juin 2011, l'émission d'actions privilégiées de série A a été conclue avec l'inscription à la Bourse de Toronto de 4 000 000 d'actions privilégiées de série A, négociées sous le symbole CF.PR.A.
  - Après la fin du trimestre, le 7 juillet 2011, le syndicat de courtiers a exercé une option de surallocation, et la Société a émis 540 000 autres actions privilégiées de série A.
  - Au total, l'émission de 4 540 000 actions privilégiées de série A à taux ajustable a permis de mobiliser un produit brut de 113,5 millions \$.
- À l'assemblée générale annuelle de 2011 de la Société, qui a eu lieu le 24 juin 2011, les actionnaires ont approuvé la réélection des neuf administrateurs de la Société désignés pour siéger au conseil d'administration de Financière Canaccord Inc.
- Au cours du trimestre, Financière Canaccord Inc. a annoncé le dépôt d'un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui permet d'acheter jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires aux fins d'annulation sur une période d'un an prenant fin le 12 juin 2012.

### **Marchés des capitaux**

- Canaccord Genuity a dirigé 46 opérations à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,5 milliard \$<sup>5</sup> au cours du T1/12.
- Canaccord Genuity a participé à un total de 106 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 3,2 milliards \$<sup>5</sup> au cours du T1/12.
- Au cours du T1/12, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
  - 550 millions \$ US pour Manabi Holdings S.A. (non inscrite en Bourse)
  - 230 millions \$ US pour Neo Material Technologies inc. à la Bourse de Toronto
  - 113,5 millions \$ CA pour Financière Canaccord Inc. à la Bourse de Toronto
  - 100,6 millions \$ US pour Aveo Pharmaceuticals Inc. sur le NASDAQ

- 100,1 millions \$ CA pour Artis REIT à la Bourse de Toronto
- 74,0 millions \$ US pour Dexcom Inc. sur le NASDAQ
- 59,9 millions \$ CA pour Pure Industrial Real Estate Trust à la Bourse de croissance TSX
- 55,0 millions \$ CA pour Bellatrix Exploration Ltd. à la Bourse de Toronto
- 50,0 millions \$ US pour Anthera Pharmaceuticals sur le NASDAQ
- 47,0 millions \$ US pour Inhibitex Inc. sur le NASDAQ
- 45,6 millions £ pour Bahamas Petroleum Company Plc. à l'AIM
- 43,7 millions \$ CA pour NexJ Systems Inc. à la Bourse de Toronto
- 40,2 millions \$ CA pour Levon Resources Ltd. à la Bourse de croissance TSX
- Canaccord Genuity a comptabilisé des produits tirés des services de consultation de 22,5 millions \$ au cours du T1/12, soit un bond de 9 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T1/12, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions et de consultation suivantes :
  - conseiller de SynthRx, Inc. dans le cadre de son acquisition par ADVENTRX Pharmaceuticals Inc.
  - conseiller d'Adenyo Inc. dans le cadre de son acquisition par Motricity, Inc.
  - conseiller de Renegade Petroleum Ltd. dans le cadre de son acquisition de Petro Uno Resources Ltd.
  - conseiller de NuLoch Resources Inc. dans le cadre de son acquisition par Magnum Hunter Resources Corp.
  - conseiller de Blinkx Plc. dans le cadre de son acquisition de Burst Media Corp.
  - conseiller de MENA Hydrocarbons Inc. dans le cadre de sa prise de contrôle inversée de MENA (auparavant SKANA Capital Corp.)
  - conseiller d'Insulet Corp. dans le cadre de son acquisition de Neighborhood Diabetes Inc.
  - conseiller de New Gold inc. dans le cadre de son acquisition de Richfield Ventures Corp.
  - conseiller de Canadian Satellite Radio Holdings Inc. dans le cadre de sa fusion avec Sirius Canada Inc.
  - conseiller de Luminex Corp. dans le cadre de son acquisition d'EraGen Biosciences
  - conseiller d'EADS dans le cadre de son acquisition de Vector Aerospace Corporation
  - conseiller de Petrowest Energy Services Trust dans le cadre de son financement par emprunts

#### Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine Canaccord a comptabilisé un résultat net avant impôts de 2,5 millions \$ au T1/12
- Actifs sous administration de 15,7 milliards \$, en hausse de 25 % par rapport à 12,6 milliards \$ à la fin du T1/11 et en baisse de 8 % par rapport à 17,0 milliards \$ à la fin du T4/11 <sup>2</sup>
- Actifs sous gestion de 575 millions \$, en hausse de 33 % par rapport à 431 millions \$ à la fin du T1/11, et en hausse de 5 % par rapport à 546 millions \$ à la fin du T4/11 <sup>2</sup>
- Au 30 juin 2011, Canaccord avait 263 équipes de conseillers <sup>6</sup>, en baisse de 8 par rapport à 271 équipes de conseillers au 31 mars 2011 et en baisse de 27 par rapport à 290 équipes de conseillers au 30 juin 2010.
  - Cette baisse est en grande partie attribuable à l'examen stratégique de notre division de gestion de patrimoine qui est en cours ainsi qu'à la conversion de succursales à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI), faisant en sorte que chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers en placement.
- Au cours du premier trimestre de l'exercice de Canaccord, la plateforme de GPI a ouvert deux succursales et en a fermé une :
  - Une nouvelle succursale de GPI a ouvert ses portes à Kitchener, Ontario, le 10 mai 2011
  - La succursale de Thunder Bay, Ontario, s'est convertie à la plateforme de GPI le 1<sup>er</sup> juillet 2011
  - La succursale de GPI à Whitehorse, Yukon, a fermé ses portes le 31 mai 2011
- Gestion de patrimoine Canaccord compte maintenant 32 succursales au Canada, dont 19 ont été converties à la plateforme de GPI

<sup>1)</sup> Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. Toutes les données financières du T1/12 sont conformes aux IFRS et toutes les données financières comparatives des quatre trimestres de l'exercice 2011 ont été retraitées et présentées selon les IFRS.

<sup>2)</sup> Se reporter à la rubrique Mesures non conformes aux IFRS.

<sup>3)</sup> Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le trimestre correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS».

<sup>4)</sup> Les éléments de la charge liée aux acquisitions se rapportent à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS».

<sup>5)</sup> Source : Placement Tracker. Comprend des placements pour des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

<sup>6)</sup> Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

### Événements survenus après le 30 juin 2011

- Le 7 juillet 2011, l'option de surallocation a été exercée à l'égard du placement d'actions privilégiées de Canaccord, entraînant l'émission de 540 000 actions privilégiées additionnelles. Au total, 4 540 000 actions privilégiées de série A ont été émises par Canaccord pour un produit brut de 113,5 millions \$.
- Le 31 juillet 2011, Canaccord a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF), communément appelée BGF Equities, qui permettra à Canaccord d'étendre ses activités en Australie et à Hong Kong.
  - Une contrepartie de 40 millions \$ AU sera payée pour la participation de 50 % dans BGF, en trésorerie et, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, en actions ordinaires de Canaccord. L'opération ne vise pas à être dilutive, Canaccord ayant l'intention d'acheter et d'annuler un nombre correspondant d'actions dans le cadre de l'OPRCNA.
  - L'opération devrait se réaliser au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012 de Canaccord (quatrième trimestre de l'année civile 2011), auquel moment BGF Equities changera sa dénomination sociale pour Canaccord BGF.
  - Canaccord s'est aussi vu octroyer une option d'achat de la participation de 50 % restante dans la société, qui pourra être exercée sur une période de trois mois débutant au cinquième anniversaire du placement initial.
  - Canaccord aura le droit de nommer trois des six administrateurs de Canaccord BGF.

### Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et que celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Les éléments de la charge liée aux acquisitions au premier trimestre de 2012 et au quatrième trimestre de 2011 comprennent l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 0,9 million \$ liées à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity). Les éléments de la charge liée aux acquisitions du premier trimestre de 2011 comprennent des frais connexes de 11,0 millions \$ et l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 1,4 million \$ liées à l'acquisition de Genuity.

# Lettre aux actionnaires

Le 31 juillet dernier, nous avons eu l'immense plaisir d'annoncer l'expansion de nos activités en Australie et à Hong Kong grâce à l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities <sup>1</sup>, qui changera sa dénomination sociale pour Canaccord BGF après la réalisation de la transaction au troisième trimestre de l'exercice. Depuis un certain temps, nous évaluons les possibilités de renforcer notre présence dans la région de l'Asie-Pacifique et nous sommes très heureux d'avoir trouvé un partenaire qui répondait à l'ensemble de nos critères d'acquisition.

Canaccord versera une contrepartie de 40 millions \$ AU en trésorerie et, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, en actions ordinaires de Canaccord. Comme nous avons l'intention de racheter et d'annuler un nombre équivalent d'actions sur le marché dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité, les actions données en contrepartie ne seront pas dilutives pour nos actionnaires. Fait important, la convention d'achat nous offre aussi l'option d'acquérir la participation de 50 % restante dans la société en 2016. Sur une base pro forma, nous prévoyons que l'acquisition favorisera les résultats de Canaccord.

Cet important partenariat sur le plan stratégique procure à Canaccord un meilleur accès au florissant marché des ressources en Australie. Il nous permet également de nouer des relations avec des sociétés émergentes et des sociétés en pleine croissance qui pourraient faire appel à d'autres secteurs de notre entreprise, à mesure que leurs besoins en matière de consultation et de financement évolueront. Autre fait important, ce partenariat améliore grandement les capacités de distribution de Canaccord grâce à des autorisations de négocier sur les Bourses de l'Australie et de Hong Kong. Ces deux marchés offrent à la Société des possibilités inestimables, surtout du fait de notre connaissance approfondie du secteur des ressources et de la demande robuste provenant des investisseurs en Asie.

Nos nouveaux collègues à BGF Equities partagent nos valeurs et notre culture d'entreprise et comprennent comme nous que le succès de leur entreprise repose sur de solides relations clients. Nous sommes certains qu'ils compléteront bien l'équipe existante de Canaccord et sommes impatients de voir les résultats que procurera à nos clients et actionnaires la combinaison de notre connaissance sectorielle approfondie, de nos relations et de nos capacités de distribution.

Nous nous attendons à ce que nos activités en Chine bénéficient grandement de notre expansion dans la région de l'Asie-Pacifique. Nos capacités de distribution et de négociation à la Bourse de Hong Kong accroîtront considérablement la valeur que nous pouvons offrir à nos clients, en plus d'affermir notre position concurrentielle dans cette région. Nous continuons d'investir dans nos activités chinoises, mais sommes d'avis que Canaccord Genuity Asia générera des rendements constants seulement dans quelques trimestres. Nos activités affichent une bonne croissance, et nous sommes satisfaits des relations tissées; cependant nous faisons face à des obstacles découlant des changements d'humeur des investisseurs en Amérique du Nord à l'égard des sociétés chinoises.

L'expansion de notre plateforme mondiale est bien avancée et demeure au cœur de notre stratégie de croissance. En établissant une présence dans des marchés à plus forte croissance et dans des régions géographiques qui offrent des occasions de croissance dans des secteurs clés, nous consolidons notre entreprise afin de pouvoir profiter de l'éventuelle reprise du marché, tout en contribuant à diminuer le caractère saisonnier de certaines de nos activités de base.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Si, traditionnellement, nos activités tournent au ralenti au premier semestre de l'exercice, leur caractère saisonnier a été amplifié par les conditions de marché difficiles. Comme c'est le cas pour de nombreux participants du secteur, nos résultats du premier trimestre ont souffert de l'importante baisse des volumes de négociation et de la réticence de plus en plus marquée des investisseurs. Dans l'ensemble, je suis satisfait du rendement de nos secteurs d'activité dans ce contexte; nous continuons cependant de déployer des efforts pour réduire nos coûts et mieux affecter nos ressources, afin de pouvoir manœuvrer pendant l'accalmie des marchés des capitaux dans certains de nos marchés clés. Nous avons confiance en notre stratégie et croyons que nos investissements, de même que nos initiatives axées sur la croissance, affermissent notre entreprise et préparent mieux Canaccord pour une éventuelle reprise du marché.

S'établissant à 159,8 millions \$, les produits des activités ordinaires de Canaccord ont été plus élevés de 5,2 % qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos activités au Royaume-Uni ont connu un trimestre particulièrement difficile, le ralentissement à l'échelle du secteur dans ce marché se faisant toujours sentir. Nous nous attendons à ce que les produits tirés de cette région ne soient pas constants au cours des prochains trimestres, car si nos activités européennes sont toujours robustes, les possibilités sur le marché demeurent sporadiques.

Le résultat net pour le premier trimestre de l'exercice a atteint 13,2 millions \$, soit une augmentation considérable en regard de 5,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2011, alors que des coûts associés à l'élargissement de notre équipe de marchés des capitaux au Canada avaient été engagés. Le résultat dilué par action ordinaire pour le premier trimestre de l'exercice 2012 a été de 0,16 \$, ou 0,17 \$ compte non tenu des charges liées aux acquisitions.

Nous avons connu un certain succès dans l'atteinte de nos cibles en matière de réduction des coûts. Si les frais autres que de rémunération se rapportant aux activités préexistantes ont diminué, particulièrement au sein de notre division de gestion de patrimoine, de nouveaux frais ont été engagés relativement à nos initiatives d'expansion et à nos besoins opérationnels en constante évolution. Nous savons ce qu'il faut faire pour réaliser davantage d'économies et procédons à des changements structurels et opérationnels à long terme pour atteindre nos objectifs.

<sup>1</sup>) Financière Canaccord Inc. a convenu d'acquérir une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd, communément appelé BGF Equities.

### **CANACCORD GENUITY**

La conjoncture du marché a été difficile pendant la majeure partie du premier trimestre, qui a été marqué par une volatilité accrue, une baisse des volumes de négociation et l'effritement de la confiance des investisseurs, et les produits tirés des activités de financement de sociétés, des commissions et des activités de négociation à titre de contrepartiste de Canaccord en ont souffert. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 97,4 millions \$, en baisse de 2,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 40,5 % en regard du trimestre précédent, alors que la division avait affiché ses deuxièmes meilleurs résultats.

Pour ce qui est des activités de financement de sociétés, Canaccord Genuity a affiché un rendement relativement bon dans ce contexte de marché, ayant dirigé ou codirigé 46 transactions à l'échelle mondiale pour un produit brut de 1,5 milliard \$. Entre autres, au mois de mai, Canaccord a codirigé pour le compte de Manabi Holdings S.A. un placement privé de 550 millions \$ US dans le cadre d'une opération transfrontalière qui nous a amenés à collaborer avec de nombreux investisseurs internationaux, mettant ainsi en valeur la force de la portée mondiale et des relations institutionnelles de la Société. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont été moins élevés qu'au trimestre précédent, car, dans l'ensemble, nous avons participé à un moins grand nombre de transactions au cours du trimestre.

À l'image de la plupart des participants au secteur, les produits tirés des activités de négociation ont diminué sous l'effet du repli de l'activité des clients et des volumes de négociation. La volatilité du marché a aussi grandement nui aux résultats des activités de négociation. Celle-ci, jumelée à nos efforts pour aider les clients aux prises avec des problèmes de liquidités pendant la période de marasme économique, a entraîné des pertes de facilitation plus élevées que prévu au cours du trimestre. Nous prenons des mesures afin de contrôler diligemment l'utilisation des capitaux dans le cadre des activités de négociation et continuons de surveiller de près les fluctuations du marché.

La force de nos opérations de fusions et acquisitions et de consultation a solidement contribué à notre équipe de financement de sociétés au cours du trimestre. Les activités de consultation ont dégagé des produits des activités ordinaires de 22,5 millions \$ au T1/12, en hausse de 9,1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011, mais en baisse de 12,3 % en regard des produits record tirés des services de consultation au trimestre précédent. Nos activités de fusions et acquisitions demeurent très robustes, comme en témoignent les cinq nouvelles opérations qui ont été annoncées au cours du trimestre, pour lesquelles nous avons décroché des mandats de consultation. Après la clôture du trimestre, nous avons également annoncé que Canaccord Genuity agit à titre de conseiller financier auprès des détenteurs de billets d'OPTI Canada dans le cadre de son acquisition par CNOOC, de même qu'auprès de Primero Mining Corp. dans le cadre de sa fusion avec Northgate Minerals Corporation. Ces deux opérations d'envergure au Canada soulignent la force de notre équipe élargie de fusions et acquisitions et de consultation.

### **GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD**

Gestion de patrimoine Canaccord a raisonnablement bien fait au cours du premier trimestre, généralement caractérisé par la morosité, malgré le repli de l'activité sur les marchés. La division a généré des produits des activités ordinaires de 54,8 millions \$ au T1/12, soit 16,0 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais 24,6 % de moins qu'au dernier trimestre, alors que l'environnement de marché était plus robuste. Malgré la baisse des activités des clients, la division a comptabilisé un résultat net avant impôts de 2,5 millions \$, contre une perte nette de 1,7 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2011. Le fait que Gestion de patrimoine Canaccord ait généré des rendements pour un troisième trimestre d'affilée nous réjouit, mais comme les produits de la division sont fortement corrélés aux volumes sur les marchés, nous surveillons étroitement les répercussions du ralentissement des marchés. La consolidation des activités de base et la mise en œuvre de la plateforme de comptes sous gestion demeurent des composantes importantes de notre plan d'affaires, qui ensemble accroîtront la capacité de la division à procurer des rendements constants à nos actionnaires. Tout comme l'an passé, et conformément aux tendances historiques, nous prévoyons une recrudescence des activités de négociation au détail et de l'activité des clients à la fin de l'été ou au début de l'automne à mesure que les investisseurs se recentreront sur leur portefeuille de placement.

### **PERSPECTIVES**

Les problèmes liés à la dette souveraine auxquels se bute l'économie mondiale continuent de miner la confiance des investisseurs et de nuire à la stabilité du marché; cependant, nous croyons qu'une reprise durable pourrait s'amorcer au second semestre de l'exercice. Le meilleur positionnement de la Société en vue de l'éventuelle reprise du marché reste au cœur de notre stratégie à long terme.

Nos initiatives d'expansion à l'international et nos investissements dans certains aspects structurels des secteurs jettent des bases solides pour la croissance soutenue de la Société. Nous sommes confiants que nos décisions de déployer des capitaux dans ces marchés clés accroîtront la valeur des services que nous offrons à nos clients et, par le fait même, la valeur à long terme que nous créons pour nos actionnaires.

Le président et chef de la direction,



**PAUL D. REYNOLDS**

# Rapport de gestion

Premier trimestre de l'exercice 2012 clos le 30 juin 2011 – ce document est daté du 3 août 2011

Le présent rapport de gestion de Financière Canaccord Inc. (Canaccord ou la Société) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats opérationnels du trimestre clos le 30 juin 2011 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, la période de trois mois close le 30 juin 2011 est aussi désignée par les termes «premier trimestre de 2012», «T1/12» et «premier trimestre de l'exercice 2012». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2011, qui commencent à la page 27 du présent rapport, la notice annuelle datée du 1<sup>er</sup> juin 2011 et le rapport de gestion annuel de 2011, y compris les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (états financiers consolidés annuels audités), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 17 mai 2011 (rapport annuel). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2011, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. La Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter du premier trimestre de 2012; par conséquent, l'information financière présentée dans le présent document, y compris l'information comparative, est préparée selon les IFRS à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non audités préparés selon les IFRS.

## Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des «énoncés prospectifs» (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les croyances, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cibler», «avoir l'intention de», «entendre», «pouvoir» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique «Risques du présent rapport de gestion» qui aborde le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique «Perspectives pour l'exercice 2012» du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur Sedar à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. La Société met les lecteurs en garde contre le fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les énoncés prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des «perspectives financières» au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

## PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

### Passage aux Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 juin 2011 (états financiers du premier trimestre de 2012) ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société prévoit adopter pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels de l'exercice clôturant le 31 mars 2012.

La Société a préparé les états financiers de son premier trimestre de 2012 conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Les états financiers du premier trimestre de 2012 contiennent de l'information comparative au 1<sup>er</sup> avril 2010, date de notre passage aux IFRS, au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos le 30 juin 2010 qui a aussi été présentée selon les IFRS. La note 4 des états financiers du premier trimestre de 2012 fournit des explications sur le passage aux IFRS, notamment sur les choix initiaux à faire à la première application des IFRS et les modifications des méthodes comptables, et présente un rapprochement des montants antérieurement présentés selon les PCGR du Canada avec les montants présentés selon les IFRS à des fins de comparaison.

*IFRS 1 – Première application des IFRS*

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. Les exemptions facultatives importantes qui seront appliquées sont résumées dans le tableau ci-dessous :

<b>Regroupements d'entreprises</b>	La Société a choisi de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> (IFRS 3), à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant le 1 <sup>er</sup> avril 2010. Elle a adopté par anticipation le chapitre 1582 du <i>Manuel de l'ICCA</i> , lequel a été harmonisé avec l'IFRS 3 pour ce qui est de tous les regroupements d'entreprises survenus après le 1 <sup>er</sup> avril 2010.
<b>Paiements fondés sur des actions</b>	La Société a choisi de ne pas appliquer l'IFRS 2, <i>Paiement fondé sur des actions</i> (IFRS 2), de manière rétrospective aux paiements fondés sur des actions dont les droits étaient acquis à la date du basculement aux IFRS.
<b>Change</b>	Au moment du basculement, la Société a choisi de reclasser, du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués, toutes les différences de conversion cumulatives des filiales étrangères autonomes. Le reclassement de toutes les différences de conversion cumulatives des filiales étrangères autonomes dans les résultats non distribués représentaient 35,3 millions \$ en date du 1 <sup>er</sup> avril 2010.
<b>Contrats de location</b>	La Société a choisi d'utiliser l'information à la date de transition pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des contrats de location de la Société.

*Principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada*

Le tableau qui suit présente les principales différences de traitement comptable et l'incidence sur l'information financière présentée dans les états financiers du premier trimestre de 2012 et le présent rapport de gestion. Cette analyse, loin d'être exhaustive, ne donne qu'un aperçu général des principales différences entre les PCGR du Canada et les IFRS.

Voici un résumé des principales différences pertinentes relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada à la date du basculement aux IFRS.

Méthode comptable	Principales différences dans le traitement comptable	Incidence sur l'information financière
<b>Paiements fondés sur des actions</b>	<b>PCGR du Canada</b> <i>Constatation des charges</i> : L'amortissement des paiements à base d'actions peut être passé en charges sur une base linéaire ou selon un calendrier d'acquisition graduelle.	Selon le calendrier d'acquisition graduelle, la comptabilisation de la charge liée aux paiements fondés sur des actions sera généralement accélérée au cours des premiers exercices.
	<i>Taux d'extinction</i> : Les PCGR du Canada permettent soit d'estimer le taux d'extinction à la date d'attribution ou de constater l'extinction au fur et à mesure.	L'exigence relative à l'estimation d'un taux d'extinction à la date d'attribution réduira la dotation aux amortissements des premiers exercices. Ce montant est toutefois ajusté pour tenir compte des extinctions réelles au fur et à mesure que les droits des paiements fondés sur des actions sont acquis.
	<b>IFRS</b> <i>Comptabilisation des charges</i> : Le paiement fondé sur des actions doit être amorti selon un calendrier d'acquisition graduelle. <i>Taux d'extinction</i> : Un taux d'extinction doit être évalué à la date d'attribution.	
<b>Instruments financiers</b>	<b>PCGR du Canada</b> Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût.	La valeur de l'investissement sera révisée à chaque date de bilan afin d'y déceler tout changement au niveau de l'évaluation.
	<b>IFRS</b> Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable.	



Méthode comptable	Principales différences dans le traitement comptable	Incidence sur l'information financière
<b>Dépréciation d'actifs</b>	<p data-bbox="355 302 521 323"><b>PCGR du Canada</b></p> <p data-bbox="355 331 532 352"><i>Écart d'acquisition</i></p> <p data-bbox="355 361 964 533">Un écart d'acquisition doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p data-bbox="355 562 659 583"><i>Actif incorporel à durée indéfinie</i></p> <p data-bbox="355 592 976 764">Un actif incorporel dont la durée de vie est indéfinie doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p data-bbox="355 793 643 814"><i>Actif incorporel à durée définie</i></p> <p data-bbox="355 823 971 974">Les actifs incorporels doivent être soumis à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif. Une perte de valeur ne peut être reprise.</p> <p data-bbox="355 1003 402 1024"><b>IFRS</b></p> <p data-bbox="355 1033 440 1054"><i>Goodwill</i></p> <p data-bbox="355 1062 998 1289">Le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Selon les IFRS, un test de dépréciation comportant une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur ne peut être reprise au cours de périodes ultérieures.</p> <p data-bbox="355 1318 813 1339"><i>Immobilisation incorporelle à durée indéterminée</i></p> <p data-bbox="355 1348 998 1646">Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'immobilisation, et l'immobilisation est soumise à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des circonstances indiquent que l'immobilisation pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'immobilisation excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p> <p data-bbox="355 1675 797 1696"><i>Immobilisation incorporelle à durée déterminée</i></p> <p data-bbox="355 1705 998 1986">Une dépréciation est calculée en comparant la valeur comptable de l'immobilisation et sa valeur recouvrable, et l'immobilisation est soumise à un test de dépréciation seulement si des circonstances indiquent que l'immobilisation pourrait avoir subi une dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'immobilisation excède sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants. Une perte de valeur peut ultérieurement faire l'objet d'une reprise d'un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été obtenue en l'absence d'une perte de valeur.</p>	<p data-bbox="1019 302 1521 365">Les tests de dépréciation seront effectués selon les IFRS dans l'avenir.</p> <p data-bbox="1019 394 1521 562">Le goodwill et les immobilisations incorporelles étant survenus après la date de transition, il n'y a pas eu d'incidence sur le bilan d'ouverture en IFRS. L'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) a été conclue le 23 avril 2010, et celle de The Balloch Group Limited (TBG), le 17 janvier 2011.</p> <p data-bbox="1019 592 1521 793">La Société a préparé son test de dépréciation annuel selon les PCGR du Canada et selon les IFRS au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 afin d'évaluer toute dépréciation liée aux goodwills et aux immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis de Genuity. Il n'y a pas eu de dépréciation selon les PCGR du Canada ou selon les IFRS.</p>

Méthode comptable	Principales différences dans le traitement comptable	Incidence sur l'information financière
<b>Impôts sur le résultat</b>	<p><b>PCGR du Canada</b> Les actifs et les passifs d'impôts futurs peuvent être classés au bilan comme des actifs ou des passifs à court terme ou à long terme.</p> <p><b>IFRS</b> Les actifs ou les passifs d'impôt différé doivent être classés au bilan comme des éléments non courants. Selon les IFRS, les actifs d'impôt différé et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible.</p>	La Société a comptabilisé les incidences de l'impôt différé sur les ajustements transitoires. Elle a aussi présenté au montant net ses actifs et ses passifs d'impôt différé comme il est permis aux termes des IFRS. Les soldes sont présentés comme des éléments d'actifs ou de passifs non courants à l'état de la situation financière.
<b>Provisions</b>	<p><b>PCGR du Canada</b> Il n'y a aucune exigence relative à la présentation des provisions dans un poste distinct du bilan.</p> <p><b>IFRS</b> Les montants comptabilisés liés aux passifs éventuels doivent être présentés séparément à l'état consolidé de la situation financière. Selon les IFRS, il faut également que la provision courante soit séparée de la provision non courante.</p>	La Société reclassera les passifs éventuels des dettes fournisseurs et charges à payer et présentera ces montants séparément à titre de provisions.

Les incidences quantitatives sur les informations sectorielles découlant du basculement des PCGR du Canada aux IFRS sont résumées dans le tableau qui suit :

(en milliers \$ CA)	PCGR du Canada	Incidence du basculement aux IFRS	IFRS
<b>Au 1<sup>er</sup> avril 2010</b>			
Actif	3 123 848 \$	1 488 \$	3 125 336 \$
Passif	2 722 103	—	2 722 103
Capitaux propres	401 745	1 488	403 233
<b>Au 31 mars 2011</b>			
Actif	5 110 372 \$	(12 872) \$	5 097 500 \$
Passif	4 353 849	(13 241)	4 340 608
Capitaux propres	756 523	369	756 892
<b>Trimestre clos le 30 juin 2010</b>			
Produits des activités ordinaires	151 917 \$	— \$	151 917 \$
Charges	144 684	(398)	144 286
Résultat net avant impôts sur le résultat	7 233	398	7 631
Résultat net	4 875	297	5 172
Autres éléments du résultat global, nets des impôts et des taxes			
Résultat global	4 576 \$	— \$	4 576 \$
	9 451	297	9 748

Il n'y a pas eu d'incidence importante sur la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2010.

La note 4 des états financiers du premier trimestre de 2012 présente un rapprochement détaillé de l'incidence du passage aux IFRS sur les soldes présentés.

### Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS, qui sont communes aux aspects de la gestion de patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des actifs des clients administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les frais connexes aux acquisitions et l'amortissement des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Genuity.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et que celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

### VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Financière Canaccord Inc., par l'entremise de ses principales filiales, est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 46 bureaux à l'échelle mondiale, dont 32 bureaux de Gestion de patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

### Environnement d'affaires

L'environnement favorable aux actifs à risque et aux activités sur les marchés des capitaux que nous avons connu au second semestre de l'exercice 2011 s'est rapidement résorbé au premier trimestre de l'exercice 2012. Les marchés des capitaux ont encore une fois pâti de la volatilité accrue et du brusque retour de l'aversion pour le risque dans les portefeuilles des clients. Ce changement soudain du comportement des investisseurs a eu une incidence sur la vigueur des activités de prise ferme ainsi que sur le volume des activités de négociation sur les marchés secondaires.

Au cours du trimestre, l'anxiété des investisseurs à l'égard de la croissance mondiale a été renforcée par des données économiques invariablement difficiles à quantifier. S'il est vrai que certaines données ont souffert des répercussions temporaires du tremblement de terre et du tsunami au Japon, il est apparu de plus en plus clairement que les pays développés ont traversé une autre période de flottement, alors que les économies en développement ont pris des

mesures pour ralentir leur expansion. Par conséquent, la plupart des prévisionnistes ont révisé à la baisse leurs estimations à l'égard de la croissance tant pour le reste de l'année civile 2011 que pour 2012. D'autres tensions ont vu le jour sur le marché, les investisseurs s'inquiétant à juste titre de la capacité des décideurs à jongler avec les nombreuses répercussions de la grande récession de 2008 et 2009. Le lent dénouement de la crise de la dette bancaire et européenne est revenu au centre des préoccupations à mesure que s'est dessinée la nécessité d'un nouveau sauvetage financier de la Grèce. L'instabilité politique au Moyen-Orient a quelque peu diminué; toutefois, les préoccupations sur les marchés des produits de base se sont recentrées sur le risque d'un atterrissage brutal en Chine. Les conséquences négatives des tentatives prématurées de compression budgétaire ont pesé sur certains marchés, plus particulièrement au Royaume-Uni. Aux États-Unis, l'échéance imminente, soit à la fin juin, du deuxième programme d'assouplissement quantitatif mis en œuvre par la Réserve fédérale a réorienté le débat sur la relance monétaire au profit du domaine hautement politisé de la relance financière, accroissant ainsi davantage l'incertitude des investisseurs. Bref, les facteurs de découragement associés à la dynamique de la volatilité de la reprise mondiale à deux vitesses à laquelle nous assistons ont dominé le comportement des investisseurs au cours du trimestre clos le 30 juin 2011.

Dans l'avenir, bien que la reprise économique mondiale semble être entrée dans une phase d'autonomie, le taux de croissance restera probablement anémique à moyen terme, tout en étant propice à des rechutes sporadiques. À moins d'erreurs importantes de la part des responsables des politiques, ces rechutes, à notre avis, ne pourront à elles seules faire dérailler la reprise mondiale. Les politiques dans les marchés développés demeureront probablement accommodantes durant tout l'exercice 2012. Du côté des pays en développement, des signes indiquent déjà que les politiques resserrées en Chine visant à juguler les forces inflationnistes et les excès spéculatifs pourraient prendre fin plus tard cette année. Nous sommes d'avis que l'émergence de cette période de flottement et le regain de l'économie mondiale auront lieu au second semestre de l'année civile 2012 et dépendront essentiellement d'une reprise au Japon, d'une reconstitution des stocks aux États-Unis et d'une recrudescence des dépenses d'investissement à l'échelle mondiale. Les craintes exacerbées relatives aux nombreux problèmes structurels auxquels font face les investisseurs pourraient réapparaître de temps à autre, ce qui multipliera les obstacles à la croissance économique. Plus particulièrement, ces problèmes comprennent le report continu d'une solution définitive à la crise européenne, la résolution indubitablement difficile de la situation financière aux États-Unis, l'incidence négative de la création de crédit à l'échelle mondiale et les craintes relatives à l'inflation dans les marchés émergents.

Néanmoins, dans ce contexte très positif, nous croyons qu'un environnement sain pour les activités sur les marchés des capitaux réapparaîtra en temps opportun. En particulier, le financement et les activités de fusions et acquisitions des sociétés axées sur les ressources devraient s'accélérer tout au long de l'exercice 2012. Nous continuons d'afficher un optimisme prudent quant à la vigueur que reprendront bientôt les activités d'investissement des entreprises industrielles diversifiées. Comme la confiance dans la reprise économique renaît, il est probable que les sociétés disposant de liquidités augmenteront leurs dépenses d'investissement. Les activités mondiales de fusions et acquisitions en particulier devraient continuer de se multiplier.

#### Données sur le marché

Les valeurs de financement ont augmenté de façon modeste à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, tandis qu'elles ont reculé considérablement à l'AIM, par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les valeurs de financement sur le NASDAQ ont enregistré une hausse marquée en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais ont baissé de 7,3 % par rapport au trimestre précédent.

Dans nos principaux secteurs d'activité à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, les financements se sont accrus de 2,9 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont reculé de 1,6 % par rapport au trimestre précédent. Le secteur pétrolier et gazier a affiché une augmentation par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la plupart des secteurs clés de Canaccord ont enregistré un recul. Le secteur des technologies a connu une augmentation de 707,2 % par rapport au trimestre précédent et les activités de financement ont progressé de 15,2 % dans le secteur de la biotechnologie en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans nos principaux secteurs à l'AIM, les valeurs du financement ont reculé par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant du dernier exercice, à l'exception du secteur des soins de santé qui a enregistré une forte activité en regard du T1/11 et du T4/11 et du secteur des médias qui a affiché une recrudescence des activités en regard du T1/11.

### VALEUR TOTALE DU FINANCEMENT PAR BOURSE

	avril 2011	mai 2011	juin 2011	T1/12	Variation par rapport au T1/11	Variation par rapport au T4/11
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX						
(en milliards \$ CA)	4,5	3,9	6,7	15,1	4,1 %	4,9 %
AIM (en milliards £)	0,4	0,2	0,5	1,1	(26,7) %	(31,3) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	4,7	7,1	3,4	15,2	70,0 %	(7,3) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

**VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS SUR L'AIM**

<i>(en millions £, sauf les pourcentages)</i>	avril 2011	mai 2011	juin 2011	T1/12	Variation par rapport au T1/11	Variation par rapport au T4/11
Pétrole et gaz	169,5	64,8	101,6	335,9	(28,9) %	(10,6) %
Mines	145,5	47,2	87,8	280,5	(52,0) %	(54,0) %
Soins de santé	11,2	8,4	40,9	60,5	129,2 %	70,4 %
Médias	3,8	10,8	—	14,6	192,0 %	(45,7) %
Technologie	0,9	0,1	12,7	13,7	(50,5) %	(79,0) %
<b>Total pour les secteurs pertinents</b>	<b>330,9</b>	<b>131,3</b>	<b>243,0</b>	<b>705,2</b>	<b>(36,8) %</b>	<b>(36,6) %</b>

Source : Statistiques LSE AIM

**VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À LA BOURSE DE TORONTO ET À LA BOURSE DE CROISSANCE TSX**

<i>(en millions \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	avril 2011	mai 2011	juin 2011	T1/12	Variation par rapport au T1/11	Variation par rapport au T4/11
Pétrole et gaz	1 121,0	1 115,6	1 987,3	4 223,9	13,9 %	16,7 %
Mines	714,5	555,7	157,6	1 427,8	(14,1) %	(33,6) %
Biotechnologie	14,4	6,1	40,7	61,2	15,3 %	(41,8) %
Médias	4,0	—	—	4,0	(81,8) %	(57,0) %
Technologie	15,5	51,1	11,7	78,3	(58,3) %	707,2 %
<b>Total pour les secteurs pertinents</b>	<b>1 869,4</b>	<b>1 728,5</b>	<b>2 197,3</b>	<b>5 795,2</b>	<b>2,9 %</b>	<b>(1,6) %</b>

Source : FP Infomart

**Activités de Canaccord**

Les activités de Financière Canaccord Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placements, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

*Canaccord Genuity*

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine. Actuellement, les activités en Chine se limitent à la consultation.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 750 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, développement durable et technologies propres, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, fiducies de placement, services de soutien et produits structurés.
- Nos bureaux de vente et de négociation exécutent les opérations rapidement pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionnent comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à son effectif de plus de 150 spécialistes de haut niveau en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa solide connaissance du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

*Gestion de patrimoine Canaccord*

Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion de patrimoine Canaccord offre aux particuliers des solutions et des services complets de gestion de patrimoine. Conscients de la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients, les conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord s'attachent à fournir des services financiers personnalisés et ont accès à un éventail complet de solutions de planification financière pour répondre aux besoins de leurs clients. De nombreux conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord ont obtenu des titres

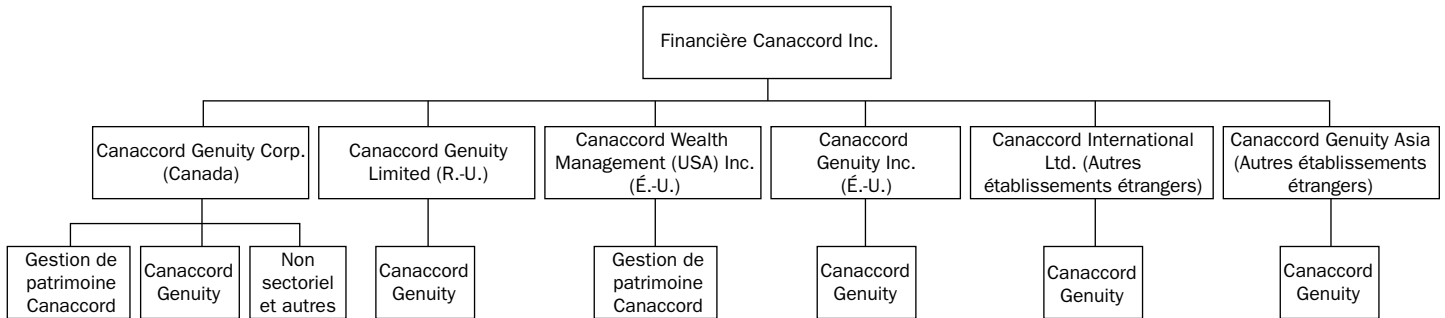
professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé, et tous peuvent consulter en permanence des experts spécialisés en planification financière et solutions d'assurance. Gestion de patrimoine Canaccord a fait de la technologie une priorité en outillant nos conseillers des meilleurs logiciels et systèmes technologiques de pointe. Si l'on ajoute à cela le solide programme de formation en ligne et sous forme de séminaires offert par Gestion de patrimoine Canaccord, nos conseillers en placement disposent de l'information et des outils nécessaires pour répondre aux besoins et aux objectifs financiers particuliers de chaque client de Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers sur les opérations de financement de sociétés et les opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

*Non sectoriel et autres*

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

*Structure de l'entreprise*



## RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DES DONNÉES DU PREMIER TRIMESTRE DE 2012 <sup>1, 2, 3</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin			T1/12 par rapport à T1/11
	2011	2010	2009	
<b>Financière Canaccord Inc.</b>				
Produits des activités ordinaires				
Commissions	61 028 \$	62 256 \$	55 456 \$	(2,0) %
Financement de sociétés	59 858	55 901	46 590	7,1 %
Honoraires de consultation	22 531	20 721	9 296	8,7 %
Négociation à titre de contrepartiste	1 953	5 958	11 470	(67,2) %
Intérêts	7 857	3 144	3 476	149,9 %
Divers	6 556	3 937	11 175	66,5 %
Total des produits des activités ordinaires	159 783 \$	151 917 \$	137 463 \$	5,2 %
Charges				
Rémunération au rendement	77 614	72 485	68 463	7,1 %
Salaires et avantages du personnel	17 117	15 816	13 802	8,2 %
Autres charges indirectes <sup>4</sup>	49 303	44 995	39 203	9,6 %
Frais connexes à l'acquisition	—	10 990	—	négl.
Total des charges	144 034 \$	144 286 \$	121 468 \$	(0,2) %
Résultat avant impôts sur le résultat	15 749	7 631	15 995	106,4 %
Résultat net	13 195	5 172	9 112	155,1 %
Résultat par action diluée	0,16	0,07	0,16	128,6 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) <sup>5</sup>	7,0 %	3,9 %	9,7 %	3,1 p.p.
Dividende par action ordinaire	0,10	0,05	—	100,0 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée <sup>6</sup>	8,71	7,86	6,73	10,8 %
Total de l'actif	4 429 105	3 961 904	2 184 790	11,8 %
Total du passif	3 580 864	3 290 908	1 799 394	8,8 %
Total des capitaux propres	848 241	670 996	385 396	26,4 %
Nombre d'employés	1 684	1 640	1 514	2,7 %
<b>Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions <sup>7</sup></b>				
Total des charges	143 104 \$	131 857 \$	121 468 \$	8,5 %
Résultat avant impôts sur le résultat	16 679	20 060	15 995	(16,9) %
Résultat net	14 125	14 191	9 112	(0,5) %
Résultat par action diluée	0,17	0,19	0,16	(10,5) %

<sup>1)</sup> La Société a adopté les IFRS au premier trimestre de l'exercice 2012. Par conséquent, les données du trimestre clos le 30 juin 2011 et de sa période comparative du 30 juin 2010 sont conformes aux IFRS. Les chiffres du trimestre clos le 30 juin 2009 sont conformes aux PCGR du Canada. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 7.

<sup>2)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

<sup>3)</sup> Les données incluent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

<sup>4)</sup> Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

<sup>5)</sup> Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le premier trimestre correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour le trimestre divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

<sup>6)</sup> La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres moins les actions privilégiées, divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

<sup>7)</sup> Les éléments de la charge liée aux acquisitions au premier trimestre de 2012 comprennent l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 0,9 million \$ relatives à l'acquisition de Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions engagée au cours du trimestre clos le 30 juin 2010 comprennent les frais connexes de 11,0 millions \$ et l'amortissement des immobilisations incorporelles de 1,4 million \$ relatifs à l'acquisition de Genuity. Le résultat net et le résultat dilué par action, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments de la charge liée aux acquisitions.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012** <sup>1</sup>

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 juin		T1/12 par
	2011	2010	rapport à T1/11
Canada	123 090 \$	108 918 \$	13,0 %
Royaume-Uni	9 246	16 445	(43,8) %
États-Unis	27 195	26 706	1,8 %
Autres établissements étrangers <sup>2</sup>	252	(152)	négl.
<b>Total</b>	<b>159 783 \$</b>	<b>151 917 \$</b>	<b>5,2 %</b>

<sup>1)</sup> Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique «Activités de Canaccord» à la page 13.

<sup>2)</sup> Les autres établissements étrangers comprennent les activités de Canaccord International Ltd. et de Canaccord Genuity Asia.  
négl. : négligeable

*Produits des activités ordinaires***Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011**

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2011 se sont élevés à 159,8 millions \$, en hausse de 5,2 %, ou 7,9 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2012, les produits tirés des commissions ont diminué de 1,2 million \$ pour s'établir à 61,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Notre secteur Canaccord Genuity a contribué à hauteur de 4,3 millions \$ à cette diminution qui a été compensée par une augmentation de 3,1 millions \$ dans notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 60,0 millions \$, en hausse de 4,0 millions \$, ou 7,1 %, et les produits tirés des services de consultation ont progressé de 1,8 million \$, ou 8,7 %, pour s'établir à 22,5 millions \$ en regard de la même période à l'exercice précédent. Les produits tirés du financement de sociétés et les produits tirés des services de consultation ont augmenté grâce à une recrudescence des activités dans nos secteurs cibles.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 2,0 millions \$, accusant une baisse de 4,0 millions \$, ou 67,2 %, surtout attribuable au recul des gains de négociation dans nos activités au Royaume-Uni et au Canada. Les conditions de négociation ont été plus favorables au premier trimestre de l'exercice précédent qu'au T1/12, ce qui a entraîné une baisse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Les produits d'intérêts ont atteint 7,9 millions \$, soit une hausse de 4,7 millions \$, ou 149,9 %, qui s'explique par des taux d'intérêt plus élevés et des produits d'intérêts additionnels réalisés par le groupe Revenu fixe. Les produits divers ont été de 6,6 millions \$, en hausse de 2,6 millions \$, ou 66,5 %, du fait principalement de l'accroissement des profits de change réalisés pour le trimestre.

Au Canada, les produits des activités ordinaires du premier trimestre de 2012 ont été de 123,1 millions \$, soit 14,2 millions \$, ou 13,0 %, de plus qu'au premier trimestre de l'exercice précédent. Les produits dégagés par nos activités canadiennes se sont accrus au T1/12 sous l'effet surtout de la croissance des activités de Gestion de patrimoine Canaccord.

Au Royaume-Uni, les produits se sont établis à 9,3 millions \$, en baisse de 7,2 millions \$, ou 43,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés du R.-U. ont progressé en raison de l'incertitude accrue et des conditions difficiles sur les marchés des capitaux européens au cours du T1/12 en regard du T1/11.

Les produits tirés des activités des autres établissements étrangers se sont établis à 0,3 million \$, en hausse de 0,4 million \$ par rapport au T1/11.

Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont été de 27,2 millions \$, en hausse de 0,5 million \$, ou 1,8 %, par rapport au T1/11. Les produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent sous l'effet d'un accroissement des activités de financement de sociétés.

**POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES**

<i>(en points de pourcentage)</i>	Trimestres clos les 30 juin		T1/12 par
	2011	2010	rapport au T1/11
Rémunération au rendement	48,6 %	47,7 %	0,9 p.p.
Salaires et avantages du personnel	10,6 %	10,4 %	0,2 p.p.
Autres charges indirectes <sup>1</sup>	30,9 %	29,7 %	1,2 p.p.
Frais connexes à l'acquisition	—	7,2 %	(7,2) p.p.
<b>Total</b>	<b>90,1 %</b>	<b>95,0 %</b>	<b>(4,9) p.p.</b>

<sup>1)</sup> Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.  
p.p. : points de pourcentage



*Charges***Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les charges ont été de 144,0 millions \$, soit une légère baisse de 0,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges s'est accru de 11,2 millions \$, ou 8,5 %.

*Charge de rémunération*

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 77,6 millions \$ pour le trimestre, soit une hausse de 5,1 millions \$, ou 7,1 %, ce qui correspond à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage du total des produits, la charge de rémunération au rendement a été de 48,6 %, soit une légère hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport au T1/11. Pour le premier trimestre de l'exercice 2012, les charges des salaires et avantages du personnel ont totalisé 17,1 millions \$, une augmentation de 8,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout à l'expansion de la Société en Asie, qui a entraîné un accroissement de l'effectif total par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires et avantages du personnel) exprimée en pourcentage des produits a atteint 59,3 % au T1/12, soit 1,2 point de pourcentage de plus qu'au T1/11, alors qu'elle s'établissait à 58,1 %.

**AUTRES CHARGES INDIRECTES**

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 juin		T1/12 par rapport au T1/11
	2011	2010	
Frais de négociation	8 965 \$	7 705 \$	16,4 %
Locaux et matériel	6 832	6 038	13,2 %
Communications et technologie	6 389	6 269	1,9 %
Intérêts	2 408	616	290,9 %
Charges d'administration	16 274	15 791	3,1 %
Amortissement <sup>1</sup>	2 905	3 284	(11,5) %
Frais de développement	5 530	5 292	4,5 %
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>49 303 \$</b>	<b>44 995 \$</b>	<b>9,6 %</b>

<sup>1</sup> Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Genuity d'un montant de 0,9 million \$ et 1,4 million \$ respectivement pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010.

*Autres charges indirectes*

Les autres charges indirectes ont augmenté de 4,3 millions \$, ou 9,6 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 49,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2012, sous l'effet surtout d'un accroissement de 1,8 million \$ des charges d'intérêts, d'une augmentation de 1,3 million \$ des frais de négociation, d'une hausse des frais liés aux locaux et au matériel de 0,8 million \$, et d'une montée des charges d'administration de 0,5 million \$.

L'augmentation des activités à revenu fixe et des taux d'intérêt ont donné lieu à des charges d'intérêts additionnelles de 1,8 million \$ au T1/12 en regard du T1/11. L'accroissement des frais de négociation de 1,3 million \$, ou 16,4 %, est attribuable à une hausse de volumes de négociation. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 0,8 million \$ du fait de l'ajout de locaux pour bureaux pour soutenir la croissance de la Société.

Le principal facteur ayant contribué à la montée des charges d'administration de 0,5 million \$ a été l'augmentation des frais de promotion et de déplacement de 0,7 million \$ liés à l'expansion mondiale de la Société. Ces charges ont été compensées par une baisse des frais de bureau liés aux frais non récurrents associés au changement de nom comptabilisés au T1/11.

*Résultat net***Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011**

Le résultat net du T1/12 s'est établi à 13,2 millions \$, comparativement à 5,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,16 \$ au T1/12, comparativement à 0,07 \$ au T1/11. La hausse du résultat net est principalement attribuable aux frais connexes à l'acquisition de 11,0 millions \$ comptabilisés au T1/11 relativement à l'acquisition de Genuity. Le RCP pour le T1/12 s'est établi à 7,0 % comparativement à 3,9 % au T1/11. La valeur comptable par action ordinaire diluée au T1/12 a été de 8,71 \$ comparativement à 7,86 \$ au T1/11.

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions et rajustés pour tenir compte des incidences fiscales connexes, le résultat net s'est établi à 14,1 millions \$ et le RPA dilué à 0,17 \$ au T1/12, comparativement à un résultat net de 14,2 millions \$ et à un RPA dilué de 0,19 \$ au T1/11. La Société a engagé des frais additionnels dans le cadre de ses initiatives visant à prendre de l'expansion à l'échelle mondiale; par conséquent, le résultat net, compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, est demeuré stable par rapport au T1/11 malgré la hausse globale des produits.

Les impôts sur le résultat se sont fixés à 2,5 millions \$ pour le trimestre, reflète d'un taux d'impôt effectif de 16,2 % comparativement à 32,2 % au T1/11. Le recul découle principalement de l'utilisation de pertes fiscales et d'autres différences temporelles qui antérieurement n'étaient pas comptabilisées dans des administrations à l'extérieur du Canada. En outre, les taux d'impôt prévus par la loi au Canada ont baissé comparativement à la période correspondante de 2011.

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ****CANACCORD GENUITY** <sup>1,2</sup>

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 juin		T1/12 par
	2011	2010	rapport au T1/11
Produits des activités ordinaires	97 377 \$	100 152 \$	(2,8) %
Charges			
Rémunération au rendement	46 155	46 170	0,0 %
Charges de personnel	5 211	4 021	29,6 %
Autres charges indirectes	29 605	25 384	16,6 %
Coûts liés aux acquisitions	—	10 990	négl.
Total des charges	80 971	86 565	(6,5) %
Résultat avant impôts sur le résultat <sup>3</sup>	16 406 \$	13 587 \$	20,7 %
Nombre d'employés	636	580	9,7 %
<b>Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions</b> <sup>4</sup>			
Total des charges	80 041	74 136	8,0 %
Résultat avant impôts sur le résultat	17 336	26 016	(33,4) %

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés et les chiffres compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions.

<sup>2)</sup> Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de TBG depuis la date de clôture du 17 janvier 2011 sont également inclus.

<sup>3)</sup> Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 20.

<sup>4)</sup> Les éléments de la charge liée aux acquisitions au premier trimestre de 2012 comprennent l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 0,9 million \$ relatives à l'acquisition de Genuity. Les éléments de la charge liée aux acquisitions du trimestre clos le 30 juin 2010 comprennent les coûts connexes de 11,0 millions \$ et l'amortissement des immobilisations incorporelles de 1,4 million \$ relatifs à l'acquisition de Genuity.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

**Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011**

Au T1/12, les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont totalisé 97,4 millions \$, en baisse de 2,8 millions \$, ou 2,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une diminution de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

*Produits tirés des activités au Canada*

Au Canada, Canaccord Genuity a généré des produits de 61,9 millions \$ au T1/12, en hausse de 3,8 millions \$, ou 6,6 %, par rapport au T1/11. Une tranche de 56,0 millions \$ des produits est liée aux activités de financement de sociétés, de vente et de négociation, alors qu'une tranche de 5,9 millions \$ provient des opérations de négociation internationales, des activités de négociateur inscrit et des activités à revenu fixe. Les produits tirés des activités au Canada de Canaccord Genuity de 61,9 millions \$ représentent 63,5 % (58,0 % au T1/11) du total des produits de Canaccord Genuity. Les efforts de la Société pour accroître ses secteurs cibles ont donné lieu à de nouvelles possibilités de générer des produits pour ses activités au Canada.

*Produits tirés des activités au Royaume-Uni*

Au Royaume-Uni et en Europe, Canaccord Genuity offre des services de vente et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Les produits tirés du Royaume-Uni ont atteint 9,2 millions \$, en baisse de 43,8 %, ou 7,2 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la conjoncture de marché volatile et difficile en Europe. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont représenté 9,5 % (16,4 % au T1/11) du total des produits de Canaccord Genuity.

*Produits tirés des activités aux États-Unis*

Aux États-Unis, Canaccord Genuity a affiché des produits de 26,0 millions \$ au premier trimestre de 2012, soit une légère hausse de 0,2 million \$, ou 0,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 26,7 % (25,7 % au T1/11) du total des produits de Canaccord Genuity.

*Produits tirés des activités des autres établissements étrangers*

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. et de Canaccord Genuity Asia. Les produits tirés des autres établissements étrangers se sont établis à 0,3 million \$, en hausse de 0,4 million \$ par rapport au T1/11. Les produits tirés des activités des autres établissements étrangers ont représenté 0,3 % ((0,1) % au T1/11) du total des produits de Canaccord Genuity.

### Charges

Les charges du T1/12 ont été de 81,0 millions \$, soit une baisse de 5,6 millions \$, ou 6,5 %. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges s'est accru de 5,9 millions \$, ou 8,0 % en regard du T1/11. Les hausses de la charge d'intérêt de 1,7 million \$, des frais de négociation de 1,4 million \$, des charges de personnel de 1,2 million \$ et des frais de développement de 0,7 million \$ ont contribué à l'augmentation globale des charges, compte non tenu des éléments liés aux acquisitions.

Le ratio de la rémunération au rendement est passé de 46,1 % à 47,4 %, soit une augmentation de 1,3 point de pourcentage. Les charges de personnel ont atteint 5,2 millions \$, en hausse de 1,2 million \$, ou 29,6 %, en regard du premier trimestre de l'exercice 2011. L'expansion des activités en Asie a donné lieu à une augmentation de 1,0 million \$ de cette charge.

Les coûts de négociation ont été de 6,3 millions \$, en hausse de 1,4 million \$, ou 29,6 % en regard du T1/11, du fait de l'accroissement du volume de négociation. La charge d'intérêt a augmenté de 1,7 million \$, sous l'effet des taux d'intérêt plus élevés et de la charge d'intérêt additionnelle engagée par le groupe Revenu fixe. Les coûts de développement ont augmenté de 0,7 million \$, ou 26,6 %, pour atteindre 3,2 millions \$, principalement en raison des frais de recrutement plus élevés aux États-Unis.

Les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions de dollars au T1/11 ont été engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

### Résultat avant impôts sur le résultat

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est établi à 16,4 millions \$, en hausse de 2,8 millions \$, ou 20,7 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le résultat avant impôts sur le résultat s'est établi à 17,3 millions \$ au T1/12, contre 26,0 millions \$ au T1/11. La baisse du résultat est attribuable au recul des produits dans le secteur qui s'explique en grande partie par la conjoncture de marché difficile au Royaume-Uni, ainsi qu'aux frais d'expansion liés à nos activités en Asie et à d'autres frais d'expansion de la Société.

### GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'équipes de conseillers et les pourcentages)

	Trimestres clos le 30 juin		T1/12 par rapport à T1/11
	2011	2010	
Produits des activités ordinaires	54 783 \$	47 207 \$	16,0 %
Charges			
Rémunération au rendement	28 226	23 281	21,2 %
Charges de personnel	3 938	3 882	1,4 %
Autres charges indirectes	11 353	12 337	(8,0) %
Total des charges	43 517	39 500	10,2 %
Résultat avant impôts sur le résultat <sup>2</sup>	11 266 \$	7 707 \$	46,2 %
Actifs sous gestion	575	431	33,4 %
Actifs sous administration	15 676	12 571	24,7 %
Nombre d'équipes de conseillers	263	290	(9,3) %
Nombre d'employés	666	689	(3,3) %

<sup>1</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

<sup>2</sup> Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 20.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

### Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord se sont établis à 54,8 millions \$, en hausse de 7,6 millions \$, ou 16,0 %, en grande partie du fait de l'accroissement de 3,1 millions \$ des produits tirés des commissions et de l'augmentation de 2,2 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés. Malgré la conjoncture difficile du marché, ce secteur de la Société a connu une croissance de ses produits, ce qui témoigne de ses initiatives stratégiques.

S'inscrivant à 15,7 milliards \$, les ASA ont grimpé de 3,1 milliards \$, ou 24,7 %, en regard du T1/11, essentiellement par suite de l'accroissement de la valeur marchande des placements. Les ASG se sont accrus de 33,4 % en glissement annuel. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2012, l'effectif comptait 263 équipes de conseillers, soit 27 de moins qu'il y a un an, en raison d'un examen stratégique de Gestion de patrimoine Canaccord qui est en cours et de la conversion de succursales à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante. Les produits tirés des honoraires de Canaccord ont crû de 2,9 points de pourcentage en regard du même trimestre de l'exercice précédent et représentaient 17,0 % des produits de Gestion de patrimoine Canaccord au premier trimestre de 2012.

Les charges du T1/12 ont été de 43,5 millions \$, soit une augmentation de 4,0 millions \$, ou 10,2 %. Ce changement tenait surtout de l'augmentation des charges de rémunération au rendement de 4,9 millions \$ compensée par une diminution des frais de développement de 0,5 million \$ et des frais d'administration de 0,4 million \$. Les fluctuations de la charge de rémunération au rendement ont été conformes à l'augmentation des activités au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Le ratio de la rémunération au rendement était de 51,5 % au T1/12 en comparaison à 49,3 % au T1/11. Les frais de développement ont été comprimés de 0,5 million \$ par suite de la réduction des primes de recrutement offertes aux employés au T1/12 au titre d'effort de compression des coûts.

Les frais d'administration ont diminué de 0,4 million \$ en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, par suite de charges non récurrentes liées au changement de nom engagées au T1/11.

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est inscrit à 11,3 millions \$, comparativement à un résultat de 7,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de la croissance des produits des activités ordinaires dans ce secteur ainsi que des efforts de compression des coûts.

### NON SECTORIEL ET AUTRES <sup>1</sup>

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	Trimestres clos le 30 juin		T1/12 par rapport à T1/11
	2011	2010	
Produits des activités ordinaires	7 623 \$	4 558 \$	67,2 %
Charges			
Rémunération au rendement	3 233	3 034	6,6 %
Salaires et avantages du personnel	7 968	7 913	0,7 %
Autres charges indirectes	8 345	7 274	14,7 %
Total des charges	19 546	18 221	7,3 %
Perte avant impôts sur le résultat <sup>2</sup>	(11 923) \$	(13 663) \$	12,7 %
Nombre d'employés	382	371	3,0 %

<sup>1)</sup> Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» ci-dessous.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés aux services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres produits d'intérêts, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

### Comparaison du premier trimestre de 2012 avec le premier trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2011 se sont élevés à 7,6 millions \$, en hausse de 3,1 millions \$, ou 67,2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à une augmentation de 1,6 million \$ des profits de change et de 1,8 million \$ des produits d'intérêts. Les profits de change découlaient des fluctuations des taux de change, et les produits d'intérêts ont grimpé en raison des taux d'intérêt plus élevés.

Les charges du T1/12 étaient de 19,5 millions \$, en hausse de 1,3 million \$ ou 7,3 %, par suite d'une augmentation des charges d'administration et des frais liés aux locaux et au matériel. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté du fait de l'ajout de locaux pour bureaux afin de soutenir la croissance de la Société.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur le résultat s'est établie à 11,9 millions \$ au T1/12, comparativement à 13,6 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des profits et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les frais imputables par le secteur administratif Non sectoriel et autres étaient de 8,7 millions \$ pour Gestion de patrimoine Canaccord et de 3,0 millions \$ pour Canaccord Genuity.

## SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes de l'état de la situation financière ont enregistré les variations suivantes :

### Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 710,7 millions \$ au 30 juin 2011, contre 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

Les titres détenus totalisaient 849,7 millions \$ au 30 juin 2011, en comparaison de 947,2 millions \$ au 31 mars 2011, surtout en raison de la diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernement.

Les créances clients s'élevaient à 2,5 milliards \$ au 30 juin 2011, en comparaison de 2,8 milliards \$ au 31 mars 2011 surtout en raison d'une diminution des montants à recevoir de clients.

Le goodwill a atteint 245,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 73,0 millions \$ au 30 juin 2011, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity et de TBG.

Les autres actifs composés des impôts sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des améliorations des locaux loués et des placements s'établissaient à 61,6 millions \$ comparativement à 48,3 millions \$ au 31 mars 2011. L'augmentation des autres actifs s'explique essentiellement par les soldes plus élevés des impôts sur le résultat à recevoir au 30 juin 2011.

### Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 juin 2011, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni d'un montant total de 618,9 millions \$ (434,6 millions \$ au 31 mars 2011). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2011, la dette bancaire de la Société s'établissait à 24,1 millions \$, en comparaison de 13,6 millions \$ au 31 mars 2011.

La valeur des titres vendus à découvert s'élevait à 731,7 millions \$ au 30 juin 2011, en comparaison de 722,6 millions \$ au 31 mars 2011.

Les créances clients, incluant les provisions, totalisaient 2,8 milliards \$, contre 3,6 milliards \$ au 31 mars 2011, surtout en raison d'une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

D'autres passifs incluant les impôts sur le résultat à payer, la dette subordonnée et les passifs d'impôt différé s'élevaient à 22,3 millions \$ au 30 juin 2011, en comparaison de 47,1 millions \$ au 31 mars 2011. La diminution s'explique essentiellement par le recul des impôts sur le résultat à payer de la Société.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2011] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 30 juin 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 710,7 millions \$, en baisse de 243,3 millions \$ par rapport à 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 82,4 millions \$, essentiellement liés à l'émission d'actions privilégiées de série A, comme mentionné ci-après, contrebalancée par l'acquisition d'actions ordinaires en vue des attributions dans le cadre du RILT pour un montant de 23,3 millions \$. Un montant de 4,5 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement lié à l'achat de matériel et à l'amélioration de locaux loués. Les activités opérationnelles ont utilisé des flux de trésorerie de 320,4 millions \$, qui étaient en grande partie attribuables aux diminutions des créances clients et des dettes fournisseurs et aux autres variations d'éléments du fonds de roulement. Une baisse de la trésorerie de 0,8 million \$ était attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 243,3 millions \$ par rapport au 31 mars 2011.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant à l'état de la situation financière de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à

court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements de paiements minimum futurs qui influent sur sa liquidité.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 30 juin 2011.

<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période (en milliers \$ CA)</i>	Total	Exercice 2013	Exercice 2014– exercice 2015	Exercice 2016– exercice 2017	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	126 037	22 216	41 461	30 089	32 271

## DONNÉES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

<i>Actions ordinaires en circulation aux 30 juin</i>	2011	2010
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	<b>75 596 666</b>	74 961 240
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	<b>83 097 441</b>	82 307 930
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué <sup>3</sup>	<b>86 236 401</b>	85 357 030
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	<b>75 086 958</b>	67 930 712
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	<b>84 282 656</b>	76 217 241

<sup>1</sup>) Exclut 3 630 004 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 870 771 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

<sup>2</sup>) Inclut 3 630 004 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 870 771 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

<sup>3</sup>) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 138 960 actions.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 juin 2011 et le 30 juin 2011.

Au 3 août 2011, 83 097 441 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

## ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25 \$ par action, pour un produit brut total de 100 millions \$. Canaccord a attribué aux preneurs fermes une option de surallocation leur permettant d'acheter jusqu'à 600 000 actions privilégiées de série A supplémentaires selon les mêmes modalités que celles du placement, qu'ils pourront exercer en totalité ou en partie dans les 30 jours suivant la date de clôture du placement.

Au 30 juin 2011, le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés, s'élevait à 97,4 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si on en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans clôturant le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation, et 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires ont été vendues au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$. Au 3 août 2011, 4 540 000 actions privilégiées de série A de la Société étaient émises et en circulation.

## RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

### Options sur actions

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 2 482 675 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,83 \$ l'action.

### Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds en fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constitué et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

### Unités d'actions différées

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi versée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

### Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Ces prêts sont annulés sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

## CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Canaccord est membre de l'International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international à Québec, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

## CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 juin 2011, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 17,4 millions \$ US, une hausse de 7,3 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 5,3 millions \$ US, une diminution de 15,2 millions \$ US par rapport à il y a un an. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction sont habituellement libellés en monnaie locale.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou fortement influencées par la Société, et b) les principaux dirigeants, dont l'administrateur de la Société et les membres de la direction, qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers plans de paiements fondés sur les actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires et un régime d'intéressement à long terme. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD. Voir la note 16 des états financiers intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012 pour plus d'informations au sujet des transactions entre parties liées.

## REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF), société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. La contrepartie relative à cette transaction s'établira à 40,0 millions \$ AU (41,1 millions \$ CA) et sera payable en trésorerie et, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, en actions ordinaires de Canaccord. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat seront placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée, au gré de la Société, sur une période de trois mois débutant au cinquième anniversaire du placement initial à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par BGF.

La clôture de l'acquisition est assujettie à l'obtention des approbations réglementaires et des Bourses. La Société s'attend à ce que l'acquisition soit réalisée au cours du troisième trimestre de 2012, auquel moment BGF changera sa dénomination sociale pour Canaccord BGF.

## MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012 en accord avec les IFRS exige de la Société qu'elle utilise les normes qui entreront en vigueur au 31 mars 2012. Ces dernières peuvent différer des normes que la Société a mises en œuvre dans les présents états financiers intermédiaires consolidés. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 mars 2012 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012. Par conséquent, les méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires pourraient différer de celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires non audités selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et des autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions et les passifs éventuels. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers intermédiaires consolidés non audités du premier trimestre de 2012.

## MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES ET AUX ESTIMATIONS

### Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a confirmé qu'il publiera un exposé-sondage au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### Autres normes

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

### IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.



*IFRS 11, Accords conjoints (IFRS 11)*

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les accords conjoints selon qu'ils répondent à la définition d'activité commune ou de coentreprise. Une activité commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités courantes et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs nets de l'accord, qui sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

*IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités (IFRS 12)*

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux participations dans d'autres entités, comme des accords conjoints, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

*IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)*

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

*IAS 27, États financiers consolidés et individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises (IAS 28)*

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

**CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE****Contrôles et procédures sur l'information à fournir**

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2011, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures sur l'information à fournir de Canaccord.

**Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2011. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que les contrôles internes de Canaccord à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre clos le 30 juin 2011 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Canaccord.

**POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES**

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

**DÉCLARATION DE DIVIDENDES**

Le 3 août 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 26 août 2011. La Société a également déclaré un dividende en espèces initial de 0,37295 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 16 septembre 2011.

**INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES**

Les produits des activités ordinaires de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est conçue pour fournir des services et une couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 30 juin 2011. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats opérationnels pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

	Exercice 2012	Exercice 2011				Exercice 2010			
	T1 IFRS	T4 IFRS	T3 IFRS	T2 IFRS	T1 IFRS	T4 PCGR	T3 PCGR	T2 PCGR	T1 PCGR
<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)<sup>1</sup></i>									
Produits des activités ordinaires									
Canaccord Genuity	<b>97 377 \$</b>	163 771 \$	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$
Gestion de patrimoine									
Canaccord	<b>54 783</b>	72 704	68 599	44 539	47 207	54 990	51 733	40 138	40 185
Non sectoriel et autres	<b>7 623</b>	11 120	8 477	7 783	4 558	4 647	5 374	5 131	11 781
Total des produits des activités ordinaires	<b>159 783 \$</b>	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$
Résultat net	<b>13 195</b>	41 323	42 997	10 251	5 172	7 526	15 113	6 746	9 112
RPA – de base	<b>0,17 \$</b>	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$
RPA – dilué	<b>0,16 \$</b>	0,49 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,07 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$

<sup>1)</sup> La Société a adopté les IFRS en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. Toutes les informations financières du T1/12 et des quatre trimestres de l'exercice 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des quatre trimestres de l'exercice 2010 sont conformes aux PCGR du Canada.

## RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats opérationnels de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires ou privilégiées de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion de patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats opérationnels et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorisent la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont soumises figure à la note 16 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés auditées de Canaccord de l'exercice 2011.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels auditées, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2011 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse [www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx](http://www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx), et sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## États de la situation financière consolidés intermédiaires non audités

<i>Aux (en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
<b>ACTIFS</b>				
<b>Courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		710 734 \$	954 068 \$	731 852 \$
Titres détenus	6	849 679	947 185	362 755
Créances clients	8, 16	2 488 826	2 828 812	1 972 924
Impôts sur le résultat à recevoir		10 317	—	—
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 059 556</b>	4 730 065	3 067 531
Actifs d'impôt différé		2 076	1 503	12 946
Placement	9	5 934	5 934	6 732
Matériel et améliorations des locaux loués		43 289	40 818	38 127
Immobilisations incorporelles	10	72 993	73 923	—
Goodwill	10	245 257	245 257	—
		<b>4 429 105 \$</b>	5 097 500 \$	3 125 336 \$
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Courants</b>				
Dette bancaire		24 125 \$	13 580 \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert	6	731 730	722 613	364 137
Dettes fournisseurs et charges à payer	8, 16	2 796 794	3 551 124	2 303 155
Provisions	19	5 875	6 151	4 991
Impôts sur le résultat à payer		—	23 977	5 385
Dette subordonnée		15 000	15 000	15 000
<b>Total des passifs courants</b>		<b>3 573 524</b>	4 332 445	2 722 103
Passifs d'impôt différé		7 340	8 163	—
		<b>3 580 864</b>	4 340 608	2 722 103
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	12	97 352	—	—
Actions ordinaires	13	462 539	467 050	185 691
Surplus d'apport		46 585	52 167	58 103
Résultats non distribués		243 426	238 647	158 138
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 661)	(972)	1 301
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>848 241</b>	756 892	403 233
		<b>4 429 105 \$</b>	5 097 500 \$	3 125 336 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration,



**PAUL D. REYNOLDS**  
Administrateur



**TERRENCE A. LYONS**  
Administrateur

## Comptes de résultat consolidés intermédiaires non audités

<i>Pour les trimestres clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	30 juin 2011	30 juin 2010
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>			
Commissions		61 028 \$	62 256 \$
Financement de sociétés		59 858	55 901
Honoraires de consultation		22 531	20 721
Négociation à titre de contrepartiste		1 953	5 958
Intérêts		7 857	3 144
Divers		6 556	3 937
		<b>159 783</b>	151 917
<b>CHARGES</b>			
Rémunération au rendement		77 614	72 485
Charges de personnel		17 117	15 816
Frais de négociation		8 965	7 705
Locaux et matériel		6 832	6 038
Communications et technologie		6 389	6 269
Intérêts		2 408	616
Frais d'administration		16 274	15 791
Amortissement		2 905	3 284
Frais de développement		5 530	5 292
Coûts liés aux acquisitions		—	10 990
		<b>144 034</b>	144 286
Résultat avant impôts sur le résultat		15 749	7 631
Impôts sur le résultat (recouvrement)	11		
Exigibles		2 825	2 646
Différés		(271)	(187)
		<b>2 554</b>	2 459
<b>Résultat net de la période</b>		<b>13 195 \$</b>	5 172 \$
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>			
De base		75 087	67 931
Dilué		84 283	76 217
<b>Résultat net par action ordinaire</b>			
De base	13v	0,17 \$	0,08 \$
Dilué	13v	0,16 \$	0,07 \$
<b>Dividende par action ordinaire</b>		<b>0,10 \$</b>	0,05 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

## États du résultat global consolidés intermédiaires non audités

<i>Pour les trimestres clos les (en milliers de dollars canadiens)</i>		30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net de la période		13 195 \$	5 172 \$
Autres éléments du résultat global			
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger		(689)	4 576
<b>Résultat global de la période</b>		<b>12 506 \$</b>	9 748 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

## États des variations des capitaux propres consolidés intermédiaires non audités

Aux 30 juin 2011 et 2010 et pour les trimestres clos les

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	30 juin 2011	30 juin 2010
Actions privilégiées au début de la période		— \$	— \$
Actions émises, nettes des frais d'émission	12	97 352	—
<b>Actions privilégiées à la fin de la période</b>		<b>97 352</b>	<b>—</b>
Actions ordinaires au début de la période		467 050	185 691
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity		—	271 948
Actions émises en relation avec les paiements fondés sur des actions		3 032	1 867
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(23 238)	(4 357)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		7 360	8 768
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity		(606)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		8 941	(8 943)
<b>Actions ordinaires à la fin de la période</b>		<b>462 539</b>	<b>454 974</b>
Surplus d'apport au début de la période		52 167	58 103
Paiements fondés sur des actions		(2 662)	(7 091)
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity		606	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(3 526)	(30)
<b>Surplus d'apport à la fin de la période</b>		<b>46 585</b>	<b>50 982</b>
Résultats non distribués au début de la période		238 647	158 138
Résultat net de la période		13 195	5 172
Dividendes sur actions ordinaires	14	(8 416)	(4 147)
<b>Résultats non distribués à la fin de la période</b>		<b>243 426</b>	<b>159 163</b>
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		(972)	1 301
Autres éléments du résultat global		(689)	4 576
<b>Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période</b>		<b>(1 661)</b>	<b>5 877</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>848 241 \$</b>	<b>670 996 \$</b>

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

## Tableaux des flux de trésorerie consolidés intermédiaires non audités

Pour les trimestres clos les (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	30 juin 2011	30 juin 2010
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Résultat net de la période		13 195 \$	5 172 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		2 905	3 284
Recouvrement d'impôt différé		(271)	(187)
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	15iv	11 856	10 469
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution (augmentation) des titres détenus		97 351	(466 246)
Diminution (augmentation) des créances clients		334 432	(206 555)
Augmentation des impôts sur le résultat à recevoir		(35 446)	(14 057)
Augmentation des titres vendus à découvert		9 206	338 614
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(753 669)	177 499
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(320 441)</b>	<b>(152 007)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Émission d'actions privilégiées de série A, nette des frais d'émission d'actions		97 352	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(23 238)	(4 357)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(8 269)	(4 147)
Émission d'actions en relation avec les paiements fondés sur des actions		555	1 867
Augmentation (diminution) des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent		5 415	(8 943)
Dettes bancaires		10 545	53 557
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>82 360</b>	<b>37 977</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Achat de matériel et améliorations des locaux loués		(4 500)	(339)
Acquisition de Marchés des capitaux Genuity		—	(37 997)
Passif net acquis auprès de Marchés des capitaux Genuity		—	(11 227)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(4 500)</b>	<b>(49 563)</b>
<b>Incidence du change sur les soldes de trésorerie</b>		<b>(753)</b>	<b>1 694</b>
<b>Diminution de la situation de trésorerie</b>		<b>(243 334)</b>	<b>(161 899)</b>
Situation de trésorerie au début de la période		954 068	731 852
<b>Situation de trésorerie à la fin de la période</b>		<b>710 734 \$</b>	<b>569 953 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les flux de trésorerie</b>			
Intérêts payés		2 291 \$	501 \$
Impôts sur le résultat payé		37 644 \$	16 117 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes des états financiers consolidés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

## NOTE 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Chine et à la Barbade. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Financière Canaccord Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

## NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012 selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) exige que la Société utilise des normes qui seront en vigueur au 31 mars 2012; celles-ci pourraient toutefois différer des méthodes que la Société a appliquées aux présents états financiers consolidés intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012 et qui entreront en vigueur au plus tard le 31 mars 2012. Par conséquent, les méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires de la Société pourraient différer de celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012. Auparavant, la Société dressait ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains actifs non courants et instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Société doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2011 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers annuels 2011) et en tenant compte de l'information à fournir relative à la transition aux IFRS qui a été incluse à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers annuels 2011.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités le 3 août 2011.

### Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et des entités ad hoc dont la Société est le principal bénéficiaire. Les filiales sont toutes les entités à l'égard desquelles l'entité consolidée a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir qui s'accompagne généralement d'un actionnariat constituant plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération au moment d'apprécier si l'entité consolidée détient le contrôle sur une autre entité.

La Société consolide les entités ad hoc conformément aux lignes directrices de la Standing Interpretations Committee Interpretation 12, *Consolidation – entités ad hoc* (SIC 12). Une entité ad hoc est une entité dont une entreprise a le contrôle même si la Société détient 50 % ou moins des droits de vote et est le principal bénéficiaire de l'entité ad hoc. Une entreprise doit consolider une entité ad hoc lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué une fiducie pour les avantages du personnel (note 15) afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent des régimes de paiement fondé sur des actions. La fiducie pour les avantages du personnel a été consolidée conformément à la SIC 12, puisqu'elle satisfait à la définition d'une entité ad hoc et qu'une filiale de la Société est le principal bénéficiaire de la fiducie.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés importants ont été éliminés. Dans les cas où les méthodes comptables des filiales diffèrent de celles de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités.

#### **Utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires non audités selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et des autres actifs à long terme, la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions et les passifs éventuels.

#### *Paiements fondés sur des actions*

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs au moyen de la méthode de la juste valeur. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des paiements fondés sur des actions de la Société.

#### *Impôts sur le résultat*

La comptabilisation des passifs d'impôts sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle énonce des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes, dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de profits imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les profits imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

#### *Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée*

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est attribué est supérieure ou égale à sa valeur comptable.

Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont aussi soumises à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'immobilisation est supérieure ou égale à sa valeur comptable.

Pour déterminer la juste valeur, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la juste valeur et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la juste valeur et sur toute réduction de valeur pour dépréciation.

#### *Dépréciation des autres actifs à long terme*

La Société évalue ses actifs à long terme à la date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.



*Provision pour pertes sur créances*

La Société comptabilise des provisions pour créances douteuses associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de l'estimation faite par la direction des valeurs non recouvrables probables. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres et, par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

*Évaluation des instruments financiers*

La Société évalue ses instruments financiers à la juste valeur ou au coût amorti. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour déterminer la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible.

*Provisions*

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents.

Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte et que le montant de celle-ci peut être raisonnablement estimé.

**NOTE 3. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS ET DE NORMES ET INTERPRÉTATIONS RÉVISÉES****Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a confirmé qu'il publiera un exposé-sondage au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Autres normes**

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

*IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)*

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

*IFRS 11, Accords conjoints (IFRS 11)*

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les accords conjoints selon qu'ils répondent à la définition d'activité commune ou de coentreprise. Une activité commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités courantes et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs nets de l'accord, qui sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

*IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités (IFRS 12)*

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux participations dans d'autres entités, comme des accords conjoints, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

*IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)*

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

*IAS 27, États financiers consolidés et individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises (IAS 28)*

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

**NOTE 4. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS**

Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. La Société a choisi comme date de transition le 1<sup>er</sup> avril 2010 et elle a préparé son état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS à cette date. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux méthodes comptables décrites à la note 5.

Pour toutes les périodes jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. Par conséquent, la Société préparera pour la première fois selon les IFRS ses états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2012.

La Société a préparé son état de la situation financière d'ouverture consolidé en IFRS à la date de transition conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Il existe certaines différences entre les PCGR du Canada et les IFRS en ce qui a trait à la comptabilisation de transactions ou événements avant la date de transition aux IFRS, ce qui donne lieu à des ajustements qui peuvent avoir une incidence sur l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS. Comme le prescrit l'IFRS 1, ces ajustements sont comptabilisés directement dans les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> avril 2010. De façon générale, les IFRS doivent être appliquées de manière rétrospective, mais l'IFRS 1 prévoit certaines exceptions obligatoires et autres exemptions.

Les notes complémentaires fournissent des détails sur les principaux ajustements effectués par la Société lors du redressement de son état de la situation financière selon les PCGR du Canada aux 1<sup>er</sup> avril 2010, 30 juin 2010 et 31 mars 2011 et de son état des résultats et du résultat étendu pour l'exercice clos le 31 mars 2011 et le trimestre clos le 30 juin 2010.

**Exemptions appliquées**

L'IFRS 1 permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions à l'application rétrospective de certaines IFRS, en date de l'exercice clos le 31 mars 2012. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes pour son état de la situation financière d'ouverture consolidé en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 :

- Regroupements d'entreprises – L'IFRS 1 prévoit qu'à la première application des IFRS, une société peut décider de ne pas appliquer l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), de manière rétrospective aux regroupements survenus avant la date de transition. La Société a appliqué l'IFRS 3 pour l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) et de The Balloch Group Limited (TBG) pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Par conséquent, la société a appliqué l'IFRS 3 pour tous les regroupements d'entreprises survenus après le 1<sup>er</sup> avril 2010. La Société s'est prévaluée de cette exemption pour toutes les acquisitions qui sont survenues avant le 1<sup>er</sup> avril 2010.
- Montant cumulé des différences de conversion – L'IFRS 1 permet à une société qui applique les IFRS pour la première fois de ne pas se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (IAS 21), pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et a ramené à zéro le montant cumulé des différences de conversion et a ajusté les résultats non distribués du même montant à la date de la transition aux IFRS.
- Paiement fondé sur des actions – L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* (IFRS 2), n'a pas été appliqué aux paiements fondés sur des actions consentis avant le 7 novembre 2002 ni à ceux consentis après cette date et dont les droits ont été acquis avant le 1<sup>er</sup> avril 2010.
- Contrats de location – L'IFRS 1 offre à une société qui applique les IFRS pour la première fois l'option de déterminer si un accord existant à la date de transition aux IFRS contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances existant à cette date. La Société a choisi d'utiliser l'information à la date de transition pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des contrats de location de la Société.

**Estimations**

Les estimations à la date de transition sont conformes à celles faites antérieurement conformément aux PCGR du Canada, sauf si nécessaire pour refléter toute différence entre les méthodes comptables.

**Rapprochement de la situation financière de la Société au 1<sup>er</sup> avril 2010**

	PCGR du Canada	Paiements fondés sur des actions	Conversion	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
Notes		A	B	C	D	E	
<b>ACTIF</b>							
<b>Actifs courants</b>							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852	—	—	—	—	—	731 852
Titres détenus	362 755	—	—	—	—	—	362 755
Créances clients	1 972 924	—	—	—	—	—	1 972 924
Impôts futurs	13 190	—	—	—	—	(13 190)	—
<b>Total des actifs courants</b>	<b>3 080 721</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(13 190)</b>	<b>3 067 531</b>
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	12 946	12 946
Placement	5 000	—	—	1 732	—	—	6 732
Matériel et améliorations des locaux loués	38 127	—	—	—	—	—	38 127
	3 123 848	—	—	1 732	—	(244)	3 125 336
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							
<b>Passifs courants</b>							
Dette bancaire	29 435	—	—	—	—	—	29 435
Titres vendus à découvert	364 137	—	—	—	—	—	364 137
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 308 146	—	—	—	(4 991)	—	2 303 155
Provisions	—	—	—	—	4 991	—	4 991
Impôts sur le résultat à payer	5 385	—	—	—	—	—	5 385
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
<b>Total des passifs courants</b>	<b>2 722 103</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 722 103</b>
<b>Capitaux propres</b>							
Actions ordinaires	185 691	—	—	—	—	—	185 691
Surplus d'apport	57 351	752	—	—	—	—	58 103
Résultats non distribués	194 007	(752)	(35 304)	—	—	187	158 138
Cumul des autres éléments du résultat global	(35 304)	—	35 304	1 732	—	(431)	1 301
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>401 745</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1 732</b>	<b>—</b>	<b>(244)</b>	<b>403 233</b>
	3 123 848	—	—	1 732	—	(244)	3 125 336

**Rapprochement de la situation financière de la Société au 30 juin 2010**

Notes	PCGR du Canada	Paiements fondés sur des actions	Conversion	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
<b>ACTIF</b>							
<b>Actifs courants</b>							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	569 953	—	—	—	—	—	569 953
Titres détenus	835 261	—	—	—	—	—	835 261
Créances clients	2 185 305	—	—	—	—	—	2 185 305
Impôts sur le résultat à recevoir	5 287	—	—	—	—	—	5 287
Impôts futurs	13 418	—	—	—	—	(13 418)	—
<b>Total des actifs courants</b>	<b>3 609 224</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(13 418)</b>	<b>3 595 806</b>
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	680	680
Placement	5 000	—	—	1 732	—	—	6 732
Matériel et améliorations des locaux loués	39 001	—	—	—	—	—	39 001
Immobilisations incorporelles	77 611	—	—	—	—	—	77 611
Goodwill	242 074	—	—	—	—	—	242 074
	3 972 910	—	—	1 732	—	(12 738)	3 961 904
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							
<b>Passifs courants</b>							
Dette bancaire	82 992	—	—	—	—	—	82 992
Titres vendus à découvert	702 976	—	—	—	—	—	702 976
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 483 250	—	—	—	(5 595)	—	2 477 655
Provisions	—	—	—	—	5 595	—	5 595
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
<b>Total des passifs courants</b>	<b>3 284 218</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3 284 218</b>
Passifs d'impôt différé	19 083	—	—	—	—	(12 393)	6 690
	3 303 301	—	—	—	—	(12 393)	3 290 908
<b>Capitaux propres</b>							
Actions ordinaires	454 974	—	—	—	—	—	454 974
Surplus d'apport	50 628	354	—	—	—	—	50 982
Résultats non distribués	194 735	(354)	(35 304)	—	—	86	159 163
Cumul des autres éléments du résultat global	(30 728)	—	35 304	1 732	—	(431)	5 877
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>669 609</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1 732</b>	<b>—</b>	<b>(345)</b>	<b>670 996</b>
	3 972 910	—	—	1 732	—	(12 738)	3 961 904

**Rapprochement de la situation financière de la Société au 31 mars 2011**

Notes	PCGR du Canada	Paiements fondés sur des actions	Conversion	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
<b>ACTIF</b>							
<b>Actifs courants</b>							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068	—	—	—	—	—	954 068
Titres détenus	947 185	—	—	—	—	—	947 185
Créances clients	2 828 812	—	—	—	—	—	2 828 812
Impôts futurs	15 309	—	—	—	—	(15 309)	—
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>4 745 374</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(15 309)</b>	<b>4 730 065</b>
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	1 503	1 503
Placement	5 000	—	—	934	—	—	5 934
Matériel et améliorations des locaux loués	40 818	—	—	—	—	—	40 818
Immobilisations incorporelles	73 923	—	—	—	—	—	73 923
Goodwill	245 257	—	—	—	—	—	245 257
	5 110 372	—	—	934	—	(13 806)	5 097 500
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							
<b>Passifs courants</b>							
Dette bancaire	13 580	—	—	—	—	—	13 580
Titres vendus à découvert	722 613	—	—	—	—	—	722 613
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 557 275	—	—	—	(6 151)	—	3 551 124
Provisions	—	—	—	—	6 151	—	6 151
Impôts sur le résultat à payer	23 977	—	—	—	—	—	23 977
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
<b>Total des passifs courants</b>	<b>4 332 445</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 332 445</b>
Impôts différés	21 404	—	—	—	—	(13 241)	8 163
	4 353 849	—	—	—	—	(13 241)	4 340 608
<b>Capitaux propres</b>							
Actions ordinaires	467 050	—	—	—	—	—	467 050
Capital apporté	53 441	(1 274)	—	—	—	—	52 167
Résultats non distribués	273 007	1 274	(35 304)	—	—	(330)	238 647
Cumul des autres éléments du résultat global	(36 975)	—	35 304	934	—	(235)	(972)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>756 523</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>934</b>	<b>—</b>	<b>(565)</b>	<b>756 892</b>
	5 110 372	—	—	934	—	(13 806)	5 097 500

**Rapprochement du résultat net et du résultat global présentés selon les PCGR du Canada et les IFRS**

Le tableau qui suit fait le rapprochement du résultat net et du résultat global de la Société présentés selon les PCGR du Canada avec son résultat net et son résultat global selon les IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2010 et l'exercice clos le 31 mars 2011.

	Trimestre clos le 30 juin 2010			Exercice clos le 31 mars 2011			
	Notes	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>							
Commissions		62 256	—	62 256	294 650	—	294 650
Financement de sociétés		55 901	—	55 901	327 499	—	327 499
Honoraires de consultation		20 721	—	20 721	84 914	—	84 914
Négociation à titre de contrepartiste		5 958	—	5 958	43 644	—	43 644
Intérêts		3 144	—	3 144	24 040	—	24 040
Divers		3 937	—	3 937	28 884	—	28 884
		151 917	—	151 917	803 631	—	803 631
<b>CHARGES</b>							
Rémunération au rendement	A	73 091	(606)	72 485	391 050	(2 004)	389 046
Charges de personnel		15 816	—	15 816	64 420	—	64 420
Frais de négociation		7 705	—	7 705	31 507	—	31 507
Locaux et matériel		6 038	—	6 038	27 158	—	27 158
Communications et technologie		6 269	—	6 269	25 466	—	25 466
Intérêts		616	—	616	7 811	—	7 811
Frais d'administration		15 791	—	15 791	67 882	—	67 882
Amortissement		3 284	—	3 284	12 742	—	12 742
Frais de développement	A	5 084	208	5 292	22 409	(22)	22 387
Coûts liés aux acquisitions		10 990	—	10 990	12 740	—	12 740
		144 684	(398)	144 286	663 185	(2 026)	661 159
Résultat avant impôts sur le résultat		7 233	398	7 631	140 446	2 026	142 472
Impôts sur le résultat (recouvrement)							
Courants		2 646	—	2 646	41 437	—	41 437
Différés	E	(288)	101	(187)	775	517	1 292
		2 358	101	2 459	42 212	517	42 729
<b>Résultat net</b>		4 875	297	5 172	98 234	1 509	99 743
Autres éléments du résultat global							
net des impôts et des taxes		4 576	—	4 576	(1 671)	—	(1 671)
Pertes latentes nettes sur les actifs disponibles à la vente, avant impôts	C	—	—	—	—	(798)	(798)
Recouvrement d'impôts sur le résultat lié au profit latent net (à la perte latente nette) sur les actifs disponibles à la vente	E	—	—	—	—	196	196
<b>Résultat global</b>		9 451	297	9 748	96 563	907	97 470

**Notes du rapprochement de la situation financière aux 1<sup>er</sup> avril 2010, 30 juin 2010 et 31 mars 2011 et des rapprochements du résultat net et du résultat global pour les périodes closes les 30 juin 2010 et 31 mars 2011****A. Paiements fondés sur des actions**

En vertu des PCGR du Canada, la Société avait l'option de comptabiliser les extinctions des paiements fondés sur des actions lorsqu'elles se produisaient ou d'estimer un taux d'extinction à la comptabilisation initiale. Selon l'ancienne convention comptable, la Société comptabilisait les extinctions lorsqu'elles se produisaient. Selon les IFRS, un taux d'extinction doit être estimé à la comptabilisation initiale. Par suite de la transition, la Société a établi un taux d'extinction fondé sur des données historiques et a calculé l'incidence sur l'amortissement de tous les paiements fondés sur des actions.

Selon les PCGR du Canada, les paiements fondés sur des actions pouvaient être amortis selon une méthode d'amortissement linéaire ou graduelle dans le cas des attributions dont les droits sont acquis de façon graduelle. Selon les IFRS, ces attributions doivent être amorties selon la méthode d'amortissement graduelle.

**B. Change**

La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption de se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. Par conséquent, la Société a éliminé le montant cumulé des différences de conversion de 35,3 millions de dollars et a ajusté les résultats non distribués du montant correspondant à la date de transition aux IFRS.

**C. Instruments financiers**

Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût selon les PCGR du Canada. Toutefois, selon les IFRS, les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable. Selon les PCGR du Canada, l'investissement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, l'investissement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable, et les profits et les pertes latents doivent être comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. La direction a établi qu'une évaluation fiable de la juste valeur peut être effectuée, et le rajustement à la juste valeur a été comptabilisé en conséquence.

**D. Provisions**

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait les montants liés aux passifs éventuels, qui sont inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer, conformément aux critères de comptabilisation applicables. Ces montants seraient considérés comme des provisions selon les IFRS et doivent être présentés séparément à l'état de la situation financière consolidé. Selon les IFRS, il faut également que la provision courante soit séparée de la provision non courante.

**E. Impôts sur le résultat**

Aucune différence importante n'a été relevée dans la méthode de calcul des provisions pour l'impôt exigible et l'impôt différé. Les divers ajustements transitionnels décrits ci-dessus entraînent des ajustements de la valeur comptable des comptes correspondants qui donnent lieu à des différences temporelles ajustées. Par suite du passage aux IFRS, la Société a recalculé le passif d'impôt différé à partir des soldes révisés à l'aide d'un taux d'impôt de 24,9 %. De plus, selon les IFRS, l'impôt différé doit être classé comme non exigible tandis qu'il était classé comme exigible ou non exigible selon la nature des différences temporelles selon les PCGR du Canada.

Selon les IFRS, les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concerne des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

**F. Ajustements importants au tableau des flux de trésorerie**

Il n'y a pas d'incidence importante sur la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2010 et l'exercice clos le 31 mars 2011. Les ajustements comprennent les incidences sur le résultat global et les éléments opérationnels sans effet de trésorerie du fait des ajustements liés à la transition décrits à la note 4.

**NOTE 5. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des passifs contractés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme étant détenus en vue de la vente selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, qui sont comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Le goodwill découlant de l'acquisition est comptabilisé à titre d'actif et initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée en résultat net.

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités. Le goodwill et les immobilisations incorporelles identifiables sont liés à l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity.

### **Conversion des transactions en monnaies étrangères et des comptes des filiales étrangères**

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

#### *Transactions et soldes*

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au taux de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées en résultat net.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

#### *Conversion des filiales étrangères*

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie de fonctionnement autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat.

### **Goodwill**

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition des filiales sur la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables nettes acquises. Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable doivent être réexaminés à la clôture de chaque exercice. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est comptabilisé au poste Amortissement du compte de résultat.

Les immobilisations incorporelles identifiables correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, des carnets de commandes et des ententes de non-concurrence. Les relations clients, les carnets de commandes et les ententes de non-concurrence ont une durée déterminée et sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimée. La durée d'amortissement estimée résiduelle des immobilisations incorporelles identifiables au 30 juin 2011 est comme suit :

- |                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| • Relations clients           | 10 années |
| • Ententes de non-concurrence | 4 années  |

L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est comptabilisé au poste Amortissement du compte de résultat.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation. Les marques sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

### **Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles**

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier de l'acquisition. Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation ou plus fréquemment si des événements, ou des circonstances indiquent que le goodwill pourrait s'être déprécié. Une réduction est comptabilisée si le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur estimée diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, est inférieur à la valeur comptable. La perte de valeur du goodwill est considérée comme une charge de la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises si la valeur de l'unité génératrice de trésorerie est recouvrée ultérieurement.



Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles à durée déterminée sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée déterminée sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité estimée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée sont réexaminés au moins une fois l'an, à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ne sont pas amorties, mais sont plutôt soumises à un test de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que l'immobilisation pourrait avoir subi une dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumises à un test de dépréciation en comparant leur valeur recouvrable à leur valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable excède la valeur recouvrable de l'immobilisation. Pour estimer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, la Société suit une méthode axée sur la valeur d'utilité qui repose sur les flux de trésorerie actualisés projetés devant être tirés des immobilisations en cause.

À la clôture de chaque exercice, les immobilisations incorporelles sont évaluées pour déceler s'il existe un indice qu'elles se sont dépréciées. Si un tel indice existe, ces immobilisations sont soumises à un test de dépréciation. Toute perte de valeur des immobilisations incorporelles est considérée comme une charge de la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat.

### **Instruments financiers**

La Société classe les instruments financiers selon l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39) dans l'une des catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers. La Société détermine le classement des instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale.

#### *i) Actifs financiers*

##### **Comptabilisation initiale et évaluation**

Les actifs financiers sont comptabilisés lorsque l'entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. En ce qui a trait aux actifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique, soit la date à laquelle la société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction sont inclus dans le coût de l'actif.

##### **Classement et évaluation ultérieure**

###### *Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les actifs financiers acquis aux fins des activités de négociation sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés en résultat net. En outre, l'IAS 39 permet à une entité de désigner un instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme même si cet instrument ne répond pas à tous autres égards à la définition d'un instrument classé étant à la juste valeur par le biais du résultat net tel qu'il est précisé dans l'IAS 39, dans la mesure où la juste valeur peut être déterminée de manière fiable. La Société n'a désigné aucun actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers et les instruments financiers dérivés de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus, y compris les bons de souscription de courtiers et les contrats de change à terme.

La Société évalue le classement de ses actifs financiers comme détenus à des fins de transactions périodiquement, si son intention de vendre les actifs financiers à court terme est toujours appropriée. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

###### *Actifs financiers classés comme disponibles à la vente*

Les actifs disponibles à la vente sont généralement évalués à la juste valeur, et l'écart entre la juste valeur et le coût amorti est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, nets des impôts et taxes, jusqu'à ce que les actifs soient vendus, auquel moment l'écart est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice. Les placements en instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, sauf si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Une baisse prolongée de la valeur des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat net. L'investissement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est classé comme disponible à la vente et évalué à sa juste valeur estimée.

*Actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance*

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti. Le coût amorti est le montant auquel est évalué l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements en principal et des pertes de valeur et inclut l'amortissement de la surcote ou de la décote sur l'acquisition. La Société classe les créances clients comme prêts et créances.

**Dépréciation d'actifs financiers**

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Dans le cas des titres de créance ou des titres de capitaux propres classés comme disponibles à la vente ou comme détenus jusqu'à l'échéance, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un titre en deçà de son coût est prise en considération pour déterminer si le titre s'est déprécié.

S'il existe une indication objective de dépréciation, le montant de la perte est comptabilisé dans le compte de résultat et est évalué comme l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur.

*ii] Passifs financiers*

**Comptabilisation initiale et évaluation**

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme autres passifs financiers. En ce qui a trait aux passifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique.

**Classement et évaluation ultérieure**

*Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le compte de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire et les titres vendus à découvert sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

*Passifs financiers classés comme autres passifs financiers*

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les autres passifs financiers comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

*iii] Compensation des instruments financiers*

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière si, et seulement si la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

*iv] Juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur des instruments financiers qui sont négociés sur des marchés actifs à chaque date de clôture est déterminée en fonction des prix cotés sur un marché actif ou des cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction.

Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Si la technique d'évaluation est considérée comme non fiable, l'instrument financier est évalué au coût.

*v] Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le résultat net au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'obligations gouvernementales, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appel de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

#### **Titres détenus et titres vendus à découvert**

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers à la juste valeur.

#### **Prêt et emprunt de titres**

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions. Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur marchande des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une sûreté suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur marchande de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 30 juin 2011, les taux variables des actions et des obligations s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,66 % (0,00 % à 0,66 % au 31 mars 2011 et 0,00 % à 0,049 % au 1<sup>er</sup> avril 2010).

#### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que l'on peut évaluer ces avantages de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits en fonction de critères précis pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits des commissions se composent de produits générés par les services de courtage à commission, comptabilisés à la date de la transaction, et la vente de produits et services tarifés, comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés déduction faite des produits des commissions. Les pertes de facilitation pour le trimestre clos le 30 juin 2011 ont totalisé 12,5 millions \$ (8,2 millions \$ au 30 juin 2010).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

#### **Matériel et améliorations des locaux loués**

Le matériel et les améliorations des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	30 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	20 %, solde dégressif
Améliorations des locaux loués	Méthode linéaire, sur la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte consolidé de résultat lors de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et la méthode de dépréciation utilisée sont examinées à chaque date de clôture et ajustés prospectivement, le cas échéant.

#### **Impôts sur le résultat**

##### *Actifs d'impôts exigibles*

Les actifs et les passifs d'impôts exigibles pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

##### *Impôt différé*

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporelles à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable auquel ces différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de chaque période de présentation de l'information financière et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un profit imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé qui n'ont pas été comptabilisés jusque-là sont évalués à la date de chaque période de présentation de l'information financière et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans le compte de résultat s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concerne des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

##### *Taxes sur les ventes*

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net des taxes sur les ventes recouvrables auprès de l'administration fiscale ou exigibles par celle-ci est inclus à titre de partie des dettes fournisseurs dans l'état de la situation financière.

**Résultat par action ordinaire**

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat dilué par action ordinaire reflète l'effet dilutif des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis, l'engagement à l'égard de l'émission d'actions en rapport avec les régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions, les actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel, et l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme basé sur la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

**Régimes de retraite***Régime à cotisations définies*

La Société offre à ses employés actifs un régime de retraite à cotisations définies. Ce régime est offert à certains employés administratifs après une période déterminée de service. La Société est tenue de verser une cotisation égale aux cotisations des employés jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage maximal du salaire de base des employés. Les coûts du régime à cotisations définies représentant la cotisation obligatoire de la Société sont imputés au résultat de la période.

*Régime à prestations définies*

La Société offrait auparavant un régime fin de carrière à prestations définies à certains membres du personnel administratif. Le régime est fermé et compte 22 membres actifs et à la retraite. L'actif du régime, les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite correspondante de la Société n'ont pas une incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

**Paiements fondés sur des actions**

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en rémunération d'instruments de capitaux propres (transaction réglée en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire.

*Transactions réglées en instruments de capitaux propres*

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres qui seront finalement acquis lorsqu'elle calcule les dotations aux amortissements. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres qui finalement ne sont pas acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

*Transactions réglées en trésorerie*

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 15). Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les frais d'administration, lorsque la charge de rémunération des administrateurs est comptabilisée.

**Provisions**

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans le compte de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôts reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge financière.

**Dépréciation d'actifs non financiers**

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable. La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société détermine à la fin de chaque période de présentation de l'information financière s'il existe un quelconque indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement peut être reprise jusqu'à concurrence de la valeur comptable de l'actif. Les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

**Contrats de location**

La Société est seulement partie à des contrats de location qui s'apparentent à des contrats de location simple. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

**Coûts d'emprunt**

La Société engage des coûts d'emprunt liés à sa participation, aux soldes des créiteurs des courtiers en valeurs mobilières et des clients et à sa dette subordonnée. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

**Information sectorielle**

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs opérationnels suivants : Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société sont groupées dans les secteurs géographiques suivants : Canada, Royaume-Uni, autres établissements à l'étranger, et États-Unis.

**NOTE 6. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT**

	30 juin 2011		31 mars 2011		1 <sup>er</sup> avril 2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	741 411 \$	702 738 \$	816 363 \$	689 509 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débetures convertibles	108 268	28 992	130 822	33 104	80 069	21 221
	849 679 \$	731 730 \$	947 185 \$	722 613 \$	362 755 \$	364 137 \$

Au 30 juin 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2011 à 2108 (de 2011 à 2060 au 31 mars 2011; de 2010 à 2060 au 1<sup>er</sup> avril 2010) et portent intérêt à des taux allant de 0,50 % à 13,50 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2011; de 0,50 % à 14,00 % au 1<sup>er</sup> avril 2010).

**NOTE 7. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	30 juin 2011	Juste valeur estimative		
		30 juin 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	710 734 \$	710 734 \$	— \$	— \$
Titres détenus <sup>1</sup>	849 679	838 505	10 534	640
Titres vendus à découvert	731 730	731 730	—	—

<sup>1</sup> Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 640 \$ et des bons de souscription de courtiers de 10 534 \$.

	31 mars 2011	Juste valeur estimative		
		31 mars 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	954 068 \$	— \$	— \$
Titres détenus <sup>1</sup>	947 185	932 073	14 321	791
Titres vendus à découvert	722 613	722 613	—	—

<sup>1</sup> Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 791 \$ et des bons de souscription de courtiers de 14 321 \$.

	1 <sup>er</sup> avril 2010	Juste valeur estimative		
		1 <sup>er</sup> avril 2010		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	731 852 \$	731 852 \$	— \$	— \$
Titres détenus <sup>1</sup>	362 755	358 621	3 163	971
Titres vendus à découvert	364 137	364 137	—	—

<sup>1</sup> Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 971 \$ et des bons de souscription de courtiers de 3 163 \$.

**Prêt et emprunt de titres**

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
<b>30 juin 2011</b>	<b>107 665 \$</b>	<b>49 291 \$</b>	<b>48 563 \$</b>	<b>107 324 \$</b>
31 mars 2011	117 187	51 364	52 075	119 295
1 <sup>er</sup> avril 2010	135 690	45 575	50 703	140 124

**NOTE 8. CRÉANCES CLIENTS ET DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER****Créances clients**

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 410 919 \$	1 426 005 \$	932 408 \$
Clients	492 296	789 896	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	520 003	553 802	475 220
Divers	65 608	59 109	61 563
	<b>2 488 826 \$</b>	<b>2 828 812 \$</b>	<b>1 972 924 \$</b>

**Dettes fournisseurs et charges à payer**

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 379 920 \$	1 649 601 \$	949 595 \$
Clients	1 265 321	1 642 532	1 188 545
Divers	151 553	258 991	165 015
	<b>2 796 794 \$</b>	<b>3 551 124 \$</b>	<b>2 303 155 \$</b>

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 juin 2011; respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2011; et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 1<sup>er</sup> avril 2010).

Au 30 juin 2011, la provision pour créances douteuses était de 12,4 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2011; 11,6 millions \$ au 1<sup>er</sup> avril 2010).

#### NOTE 9. PLACEMENT

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Disponible à la vente	5 934 \$	5 934 \$	6 732 \$

La Société a investi 5,0 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé à la juste valeur, calculée selon une approche axée sur le marché. Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 0,8 million de dollars dans les autres éléments du résultat global.

#### NOTE 10. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Immobilisations incorporelles identifiables					Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	
<b>Montant brut</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Ajouts – Genuity	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Ajouts – TBG	3 183	—	—	—	—	—
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>245 257</b>	<b>44 930</b>	<b>25 450</b>	<b>1 633</b>	<b>7 037</b>	<b>79 050</b>
<b>Amortissement</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
Amortissement	—	—	(578)	—	(352)	(930)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(2 750)</b>	<b>(1 633)</b>	<b>(1 674)</b>	<b>(6 057)</b>
<b>Valeur comptable nette</b>						
1 <sup>er</sup> avril 2010	—	—	—	—	—	—
31 mars 2011	245 257	44 930	23 278	—	5 715	73 923
<b>30 juin 2011</b>	<b>245 257</b>	<b>44 930</b>	<b>22 700</b>	<b>—</b>	<b>5 363</b>	<b>72 993</b>



**Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée**

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et la marque acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués à la division canadienne de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity. Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG a été attribué à la division asiatique de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity.

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable. La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. En présence d'un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Au 31 mars 2011, la valeur recouvrable de la division canadienne de Canaccord Genuity a été établie d'après le calcul de la valeur d'utilité, laquelle se fonde sur les flux de trésorerie actualisés.

	31 mars 2011
	%
Taux d'actualisation	12,0
Taux de croissance projeté	5,0

**Hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité**

Le calcul de la valeur d'utilité est surtout sensible aux marges d'intérêt, aux taux d'actualisation et au taux de croissance projeté.

*Marges d'intérêt*

Les marges d'intérêt se fondent sur les rendements courants des taux d'intérêt fixes.

*Taux d'actualisation*

Les taux d'actualisation reflètent l'appréciation courante par le marché du risque propre à chaque unité génératrice de trésorerie. Le taux d'actualisation a été estimé à partir du pourcentage moyen du coût moyen pondéré du capital pour le secteur. Ce taux a ensuite été ajusté pour tenir compte de l'appréciation par le marché des risques propres à l'unité génératrice de trésorerie pour lesquels les estimations futures des flux de trésorerie n'ont pas été ajustées.

*Taux de croissance projetés*

Les taux de croissance projetés reposent sur l'estimation faite par la direction de la croissance de la Société ainsi que sur les tendances économiques actuelles.

Selon le test de dépréciation effectué au 31 mars 2011, il n'y a pas eu de dépréciation liée au goodwill ou aux immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG n'a pas été soumis à un test de dépréciation, l'acquisition n'ayant été clôturée que récemment, le 17 janvier 2011. Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable du goodwill avait été dépréciée au 31 mars 2011.

Au 30 juin 2011, rien n'indiquait que la valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles liés à Genuity ou à TBG était dépréciée; aucun test de dépréciation n'a donc été effectué. Le test de dépréciation annuel sera effectué au cours de l'exercice clôturant le 31 mars 2012.

**NOTE 11. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

La charge d'impôts sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	30 juin 2011	30 juin 2010
Impôts sur le résultat au taux prévu par la loi (25,7 % en 2012; 27,7 % en 2011)	4 040 \$	2 116 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	337	148
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	478	603
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(301)	1 101
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporelles	(370)	(358)
Utilisation de pertes fiscales et autres différences temporelles antérieurement non comptabilisées	(1 630)	(1 151)
Charge d'impôts sur le résultat – courante et différée	2 554 \$	2 459 \$

**NOTE 12. ACTIONS PRIVILÉGIÉES**

Le 15 avril 2011, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé les modifications aux statuts constitutifs de la Société afin de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. La Société dispose d'un nombre illimité d'actions privilégiées autorisées sans valeur nominale.

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25 \$ par action, pour un produit brut total de 100 millions \$. Canaccord a attribué aux preneurs fermes une option de surallocation leur permettant d'acheter jusqu'à 600 000 actions privilégiées de série A supplémentaires selon les mêmes modalités que celles du placement, qu'ils pourront exercer en totalité ou en partie dans les 30 jours suivant la date de clôture du placement.

Au 30 juin 2011, le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'élevait à 97,4 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si on en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans clôturant le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation, et 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires ont été vendues au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$ [note 20].

**NOTE 13. ACTIONS ORDINAIRES**

	30 juin 2011		31 mars 2011		1 <sup>er</sup> avril 2010	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	536 302 \$	83 097 441	533 876 \$	82 809 623	254 553 \$	55 571 133
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(27 081)	(3 630 004)	(36 018)	(4 501 992)	(35 280)	(4 475 468)
Actions détenues dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(46 682)	(3 870 771)	(30 808)	(2 903 991)	(33 582)	(3 201 274)
	462 539 \$	75 596 666	467 050 \$	75 403 640	185 691 \$	47 894 391

**i] Autorisé**

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

**ii] Émis et entièrement libéré**

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	55 571 133	254 553 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 15)	823 144	7 969
Actions annulées	(84 654)	(546)
Solde au 31 mars 2011	82 809 623	533 876
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 15)	346 866	3 032
Actions annulées	(59 048)	(606)
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>83 097 441</b>	<b>536 302 \$</b>

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a annulé 59 048 actions placées en main tierce qui avaient été émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre d'acheter jusqu'à 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise de la TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 juin 2011 et le 30 juin 2011.

### iii] Prime au rachat d'actions ordinaires

La prime au rachat d'actions ordinaires représente l'excédent du montant payé par la Société et ses filiales aux actionnaires au rachat de leurs actions sur la valeur comptable de ces actions au moment du rachat. La prime au rachat d'actions ordinaires a été imputée au surplus d'apport.

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Prix de rachat	— \$	1 184 \$	411 \$
Valeur comptable	—	(546)	(171)
Prime au rachat d'actions ordinaires	— \$	638 \$	240 \$

### iv] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social.

Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et les valeurs non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

### v] Résultat par action ordinaire

	30 juin 2011	30 juin 2010
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>		
Résultat net de la période	<b>13 195 \$</b>	5 172 \$
Dividendes sur les actions privilégiées	<b>(90)</b>	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>13 105 \$</b>	5 172 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	<b>75 086 958</b>	67 930 712
Résultat de base par action	<b>0,17 \$</b>	0,08 \$
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>		
Résultat net de la période	<b>13 105 \$</b>	5 172 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	<b>75 086 958</b>	67 930 712
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	<b>3 630 005</b>	4 488 146
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	<b>747 869</b>	119 447
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel (nombre) (note 15)	<b>4 244 528</b>	3 266 585
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (nombre) (note 15)	<b>573 296</b>	412 351
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	<b>84 282 656</b>	76 217 241
Résultat dilué par action ordinaire	<b>0,16 \$</b>	0,07 \$

**NOTE 14. DIVIDENDES**

**Dividende sur actions ordinaires**

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour le trimestre clos le 30 juin 2011 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
3 juin 2011	15 juin 2011	0,10 \$	8 416 \$

Le 3 août 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 septembre 2011 aux actionnaires ordinaires inscrits le 26 août 2011 (note 20).

**Dividende sur actions privilégiées**

Le conseil a également approuvé un dividende en espèces initial de 0,37295 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 16 septembre 2011 (note 20).

**NOTE 15. RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS**

**i) Options sur actions**

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur du marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,83 \$ au 30 juin 2011.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 30 juin 2011, et des variations survenues au cours des périodes closes à ces dates :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	2 449 993	9,91 \$
Attribuées	150 000	8,39
Exercées	(58 659)	9,47
Solde au 31 mars 2011	2 541 334	9,82
Attribuées	—	—
Exercées	(58 659)	(9,47)
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>2 482 675</b>	<b>9,83 \$</b>

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 30 juin 2011 :

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette du prix d'exercice					
23,13 \$	100 000	2,87 années	23,13 \$	100 000	23,13 \$
7,21–9,48	2 382 675	5,14 années	9,27	135 091	8,38
<b>7,21–23,13 \$</b>	<b>2 482 675</b>	<b>5,05 années</b>	<b>9,83 \$</b>	<b>235 091</b>	<b>13,40 \$</b>

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

**ii) Régime d'intéressement à long terme**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 2 010 835 UATI (2 713 726 UATI au 31 mars 2011) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période close le 30 juin 2011. La fiducie a acquis 1,7 million (1,7 million au 31 mars 2011) d'actions ordinaires au cours de la période close le 30 juin 2011.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période close le 30 juin 2011 s'est établie à 13,89 \$ (9,77 \$ au 31 mars 2011).

	Nombre
Attributions en cours au 1 <sup>er</sup> avril 2010	5 317 945
Attributions	2 713 726
Actions dont les droits sont acquis	(2 680 631)
Actions auxquelles il a été renoncé	(95 212)
Attributions en cours au 1 <sup>er</sup> mars 2011	5 255 828
Attributions	2 010 835
Actions dont les droits sont acquis	(982 327)
Actions auxquelles il a été renoncé	(7 604)
<b>Attributions en cours au 30 juin 2011</b>	<b>6 276 732</b>

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 1 <sup>er</sup> avril 2010	3 201 274
Actions acquises	1 695 553
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 992 836)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2011	2 903 991
Actions acquises	1 660 900
Actions libérées à l'acquisition des droits	(694 120)
<b>Actions ordinaires détenues par la fiducie au 30 juin 2011</b>	<b>3 870 771</b>

**iii) Unités d'actions différées**

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi payée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société, et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de la période, la Société n'a attribué aucune UAD et la charge connexe comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2011 s'établit à néant. La valeur comptable du passif lié aux UAD au 30 juin 2011 était de néant.

**iv) Charge de rémunération à base d'actions**

	30 juin 2011	30 juin 2010
Options sur actions	<b>400 \$</b>	435 \$
Charge liée au RILT	<b>7 560</b>	6 326
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	<b>3 896</b>	3 708
Total de la charge de rémunération à base d'actions	<b>11 856 \$</b>	10 469 \$

**NOTE 16. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

**i) Filiales consolidées**

Les états financiers comprennent les états financiers de la Société et des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %		
		30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Canaccord Genuity Corp.	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %	100 %
Intelli Corporate Finance Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %	100 %
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Independence Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %	100 %
Beijing Parkview Balloch Investment Advisory Company Limited (qui sera renommée Canaccord Genuity Asia)	Chine	100 %	100 %	s. o.
Canaccord International Ltd.	Barbade	100 %	100 %	100 %

**ii) Rémunération des principaux dirigeants de la Société**

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges durant la période de clôture relativement aux principaux dirigeants :

	31 mars 2011
Avantages du personnel à court terme	21 069 \$
Paiements fondés sur des actions	5 419
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	26 488 \$

**iii) Transactions avec les principaux dirigeants de la Société**

*Prêts destinés à l'achat d'actions*

La Société offre des prêts destinés à l'achat d'actions aux membres de la haute direction aux fins de l'acquisition d'actions ordinaires de la Société. Ces prêts sont annulés sur une période d'acquisition des droits et sont amortis sur la période d'acquisition des droits selon un calendrier d'acquisition graduelle. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

	31 mars 2011
Montants non amortis	1 857 \$

*Régime d'intéressement à long terme*

Les unités d'actions temporairement incessibles attribuées aux membres de la haute direction aux termes du RILT et le nombre d'actions en circulation se présentent comme suit :

	31 mars 2011 (nombre)
Attributions en cours au début de l'exercice	1 072 000
Attributions	363 327
Actions dont les droits sont acquis	(538 736)
Attributions en cours à la fin de l'exercice	896 591

*Options sur actions*

Des options sur actions sont attribuées aux membres de la haute direction pour l'achat d'actions ordinaires de la Société et ont les dates d'expiration et prix d'exercice suivants :

			31 mars 2011
Date d'émission	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre en cours <sup>1</sup>
2009	août 2016	9,47 \$	586 590

<sup>1)</sup> Le nombre d'options en cours indique le nombre d'options dont les droits n'étaient pas acquis au 31 mars 2011.

Des options sur actions sont attribuées aux administrateurs de la Société et ont les dates d'expiration et prix d'exercice suivants :

			31 mars 2011
Date d'émission	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre en cours <sup>1</sup>
2007	2014	23,13 \$	—
2008	2015	9,48	31 250
2009	2016	7,21	62 500
2010	2017	8,39	112 500

<sup>1)</sup> Le nombre d'options en cours indique le nombre d'options dont les droits n'étaient pas acquis au 31 mars 2011.

**iv] Autres transactions avec des membres de la direction**

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec des membres de la direction :

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Créances clients	— \$	29 \$	53 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	<b>21 490</b>	24 754	14 585

**v] Modalités des transactions avec des parties liées**

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui tiré de l'ensemble des activités de Canaccord.

**NOTE 17. INFORMATION SECTORIELLE**

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et autres établissements étrangers, et aux États-Unis.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity. Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 5, Sommaire des principales méthodes comptables. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. Les impôts sur le résultat sont gérés au niveau de la Société et ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Tous les produits et le profit opérationnel sont tirés de clients externes.

	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
<b>Trimestre clos le 30 juin 2011</b>				
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	95 573 \$	51 391 \$	4 962 \$	151 926 \$
Produits d'intérêts	1 804	3 392	2 661	7 857
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	74 111	40 795	18 285	133 191
Amortissement	1 802	641	462	2 905
Coûts de développement	3 150	1 979	401	5 530
Charges d'intérêts	1 908	102	398	2 408
Résultat avant impôts sur le résultat	16 406 \$	11 266 \$	(11 923) \$	15 749 \$

<b>Trimestre clos le 30 juin 2010</b>				
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	100 171 \$	44 905 \$	3 697 \$	148 773 \$
Produits d'intérêts	(19)	2 302	861	3 144
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	81 526	36 390	17 178	135 094
Amortissement	2 348	619	317	3 284
Coûts de développement	2 489	2 433	370	5 292
Charges d'intérêts	202	58	356	616
Résultat avant impôts sur le résultat	13 587 \$	7 707 \$	(13 663) \$	7 631 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les secteurs géographiques suivants :

	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Autres établissements étrangers	Total
<b>Trimestre clos le 30 juin 2011</b>					
Produits des activités ordinaires	123 090 \$	9 246 \$	27 195 \$	252 \$	159 783 \$
Matériel et aménagements des locaux loués	30 944	3 843	8 189	313	43 289
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Actifs non courants	355 732	6 043	7 422	352	369 549
<b>Exercice clos le 31 mars 2011</b>					
Produits des activités ordinaires	598 556	92 678	111 170	1 227	803 631
Matériel et aménagements des locaux loués	30 843	4 079	5 896	—	40 818
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Actifs non courants	355 856	6 135	5 166	278	367 435
<b>Au 1<sup>er</sup> avril 2010</b>					
Matériel et aménagements des locaux loués	27 712	4 936	5 479	—	38 127
Actifs non courants	38 316	6 333	13 098	58	57 805



**NOTE 18. GESTION DU CAPITAL**

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital au 30 juin 2011, au 31 mars 2011 et au 1<sup>er</sup> avril 2010.

Type de capital	Valeur comptable		
	30 juin 2011	31 mars 2011	1 <sup>er</sup> avril 2010
Actions privilégiées	97 352 \$	— \$	— \$
Actions ordinaires	462 539	467 050	185 691
Surplus d'apport	46 585	52 167	58 103
Résultats non distribués	243 426	238 647	158 138
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 661)	(972)	1 301
Capitaux propres	848 241	756 892	403 233
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000
	863 241 \$	771 892 \$	418 233 \$

**NOTE 19. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS****Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de bilan, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions préexistantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du trimestre clos le 30 juin 2011 et de l'exercice clos le 31 mars 2011 :

Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010	4 991 \$
Ajouts	6 239
Utilisées	(5 079)
Solde au 31 mars 2011	6 151
Ajouts	315
Utilisées	(591)
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>5 875 \$</b>

**Engagements, procédures de litige et passif éventuel**

Au cours de la période close le 30 juin 2011, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à celles décrites à la note 17 des états financiers consolidés annuels audités de 2011.

**NOTE 20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

**i) Exercice de l'option de surallocation d'actions privilégiées**

Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation attribuée aux preneurs fermes dans le cadre de l'émission des actions privilégiées de série A, qui s'est clôturée le 23 juin 2011. Par suite de l'exercice de l'option de surallocation, la Société a vendu 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ l'action, mobilisant un produit brut additionnel de 13,5 millions \$.

**ii) Regroupements d'entreprises**

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF), société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. La contrepartie relative à cette transaction s'établira à 40,0 millions \$ AU (41,1 millions \$ CA) et sera payable en trésorerie et, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, en actions ordinaires de Canaccord. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat seront placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée, au gré de la Société, sur une période de trois mois débutant au cinquième anniversaire du placement initial à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par BGF.

La clôture de l'acquisition est assujettie à l'obtention des approbations réglementaires et des Bourses. La Société s'attend à ce que l'acquisition soit réalisée au cours du troisième trimestre de 2012, auquel moment BGF changera sa dénomination sociale pour Canaccord BGF.

**iii) Dividendes**

Le 3 août 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende initial de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 26 août 2011. La Société a également déclaré un dividende en espèces trimestriel de 0,37295 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 16 septembre 2011.

# Renseignements à l'intention des actionnaires

## SIÈGE SOCIAL

### Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.  
Suite 2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada

### Adresse postale

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V7Y 1H2 Canada

## INSCRIPTION EN BOURSE

Actions ordinaires :  
Bourse de Toronto : CF  
AIM : CF.

Actions privilégiées :  
Bourse de Toronto : CF.PR.A.

## SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

[www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com)

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Relations avec les investisseurs

Suite 3000 – 161 Bay Street  
Toronto (Ontario) Canada  
Téléphone : 416-869-7293  
Télécopieur : 416-947-8343  
Courriel : [investor.relations@canaccord.com](mailto:investor.relations@canaccord.com)

## RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

### Scott Davidson

Directeur général et chef mondial,  
Marketing et communications  
Téléphone : 416-869-3875  
Courriel : [scott.davidson@canaccord.com](mailto:scott.davidson@canaccord.com)

Le rapport annuel 2011 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com). Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

## DATE DE PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2012<sup>1</sup>

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/12	4 août 2011	16 septembre 2011	30 septembre 2011	26 août 2011	15 septembre 2011
T2/12	10 novembre 2011	16 décembre 2011	3 janvier 2012	2 décembre 2011	15 décembre 2011
T3/12	9 février 2012	16 mars 2012	2 avril 2012	2 mars 2012	15 mars 2012
T4/12	23 mai 2012	15 juin 2012	3 juillet 2012	1 <sup>er</sup> juin 2012	15 juin 2012

<sup>1</sup> Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

### Services aux investisseurs Computershare Inc.

100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :  
1-800-564-6253  
International : 514-982-7555  
Télécopieur : 1-866-249-7775  
Numéro de télécopieur sans frais  
(Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur  
à l'international : 416-263-9524  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)  
Site Web : [www.computershare.com](http://www.computershare.com)

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

## INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com)

## AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés  
Vancouver (Colombie-Britannique)

## SERVICES DE RÉDACTION

Tudhope & Company, Inc.  
The Works Design Communications Ltd.

